



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**NOTE TRIMESTRIELLE DE CONJONCTURE
DANS L'UEMOA**

Premier trimestre 2013



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Siège - Avenue Abdoulaye FADIGA
BP : 3108 - DAKAR (Sénégal)
Tél. : +221 33 839 05 00
Télécopie : +221 33 823 93 35
Site internet : <http://www.bceao.int>

Directeur de Publication
Bassambié BATIONO

*Directeur de la Recherche
et de la Statistique*

Email : courrier.zdrs@bceao.int

Impression :

Imprimerie de la BCEAO
BP : 3108 - DAKAR

NOTE TRIMESTRIELLE DE CONJONCTURE DANS L'UEMOA ^(*)

Premier trimestre 2013

() Publiée deux mois après la fin du trimestre sous revue.*

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	5
POINTS SAILLANTS AU PREMIER TRIMESTRE 2013	6
I - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	7
1.1 – Activité économique dans le monde	7
1.2 – Prix sur les marchés internationaux de biens et services	7
1.2.1 - Evolution des prix chez les principaux partenaires	7
1.2.2 - Evolution des prix des principales matières premières	8
1.3 – Marchés financiers mondiaux	10
II - CONJONCTURE INTERNE	10
2.1 – Activité économique	10
2.1.1. Production de biens et services	10
<i>a) Activité industrielle</i>	11
<i>c) Activité commerciale</i>	13
<i>d) Services marchands</i>	15
2.1.2 - Evolution récente de l'inflation et de la compétitivité	15
<i>a) Evolution de l'inflation</i>	15
<i>b) Evolution de la compétitivité</i>	18
2.2 – Finances Publiques	19
2.3 – Secteur extérieur	20
2.4 – Secteur monétaire et financier	22
2.4.1 - Evolution de la situation monétaire de l'Union	22
2.4.2 - Evolution du marché monétaire	23
2.4.3 - Evolution des conditions de banque dans l'Union	24
2.4.4 - Evolution du marché financier	26
2.4.5 - Evolution des conditions monétaires	26
III – PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES	27
3.1 – Perspectives économiques mondiales	27
3.2 – Perspectives économiques internes	28
3.2 – Perspectives d'inflation	29
ANNEXES	30

AVANT-PROPOS

La note trimestrielle de conjoncture de la BCEAO présente au public la perception de la Banque Centrale relative aux grandes tendances économiques et monétaires dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), à savoir le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

La note est centrée sur l'analyse des principaux indicateurs de conjoncture aux plans interne et international. Les informations sur la conjoncture interne sont essentiellement collectées sur la base d'enquêtes réalisées par la BCEAO. Les tendances économiques lourdes, découlant des anticipations des opérateurs économiques, sont également évoquées.

La note trimestrielle de conjoncture de la BCEAO contribue au renforcement de la diffusion de l'information économique dans les pays de l'UEMOA. La Banque Centrale accueillera favorablement toutes les observations et suggestions susceptibles d'en améliorer la qualité.

Le Directeur de Publication

POINTS SAILLANTS AU PREMIER TRIMESTRE 2013

La conjoncture économique internationale au premier trimestre 2013 a été marquée par la remontée du chômage en Europe et aux Etats-Unis, ainsi que l'adoption d'un plan de sauvetage financier entre les ministres des Finances de la zone Euro et Chypre, qui met à contribution les déposants du système bancaire. Nonobstant cette situation, l'analyse de la conjoncture mondiale permet d'envisager un regain de l'activité dans les économies avancées et les pays émergents.

Dans l'UEMOA, la conjoncture économique est caractérisée par l'effet positif des résultats satisfaisants de la dernière campagne agricole sur les activités industrielles et commerciales. Toutefois, le rythme de progression est apparu moins rapide par rapport au trimestre précédent. L'indice de la production industrielle a enregistré une hausse de 2,1% en glissement annuel, et celui du chiffre d'affaires s'est accru de 6,2%, au premier trimestre 2013. Par rapport au trimestre précédent la production industrielle a progressé de 9,8% et l'indice du chiffre d'affaires a baissé de 2,0%.

Le taux d'inflation dans l'UEMOA a été plus faible. En glissement annuel, l'inflation est ressortie à 2,3% au premier trimestre 2013 contre 3,1% au quatrième trimestre 2012. Cette décélération de l'inflation est liée essentiellement à la baisse des prix des céréales locales, en rapport avec la progression de la production céréalière au cours de la campagne agricole 2012/2013. Elle est due également à une nouvelle baisse des prix des produits pétroliers au Niger en janvier 2013, à la faveur du démarrage de la production locale de carburants en fin 2011.

La position concurrentielle de l'Union, appréciée à partir de l'indice du taux de change effectif réel (TCER), indique, en glissement annuel, un gain de compétitivité de 0,2% au premier trimestre 2013, après celui de 1,9% enregistré le trimestre précédent. Cette évolution est liée à un différentiel d'inflation favorable à l'Union.

Au plan de la politique monétaire, la BCEAO a continué de soutenir les établissements de crédit à travers l'offre de liquidités dans le cadre de ses adjudications régionales. Une baisse des taux a été observée sur le marché des appels d'offre et sur le marché interbancaire.

Ainsi, les conditions monétaires ont été assouplies. L'indice des conditions monétaires a baissé de 0,5% en glissement annuel au premier trimestre 2013. Cette évolution est liée à la dépréciation du taux de change effectif réel conjugué à une baisse du taux d'intérêt réel sur le marché interbancaire.

Les conditions de banque ont été marquées par une baisse des taux d'intérêt débiteurs à l'échelle de l'Union au premier trimestre 2013. Hors prêts au personnel des banques, charges et taxes, le taux d'intérêt débiteur moyen s'est situé à 8,21% au premier trimestre 2013 contre 8,34% au trimestre précédent.

En perspective, le taux d'inflation est projeté à 2,6% au deuxième trimestre 2013, en hausse par rapport au trimestre précédent. L'accélération de l'inflation résulterait essentiellement de la poursuite de la hausse des prix des produits alimentaires pendant la période de soudure. Il est également attendu un assouplissement des conditions de banque, qui serait induit par la baisse des taux directeurs de la BCEAO en mars 2013.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1. Activité économique dans le monde

Regain de l'activité économique mondiale.

Au premier trimestre 2013, la conjoncture économique internationale a été marquée par la remontée du chômage en Europe et aux Etats-Unis, ainsi que l'adoption d'un plan de sauvetage financier entre les ministres des Finances de la zone Euro et Chypre, qui met à contribution les déposants du système bancaire. Nonobstant cette situation, l'analyse de la conjoncture mondiale permet d'envisager un regain de l'activité dans les économies avancées et les pays émergents.

Aux **Etats-Unis**, le premier trimestre 2013 a été caractérisé par la mise en œuvre de la politique de durcissement budgétaire conclue entre la Maison Blanche et le Congrès en fin décembre 2012. En dépit de cette mesure, l'activité économique retrouverait un rythme de croissance soutenue de 0,6%, tirée par la demande intérieure. Au plan de la politique monétaire, la Réserve Fédérale (Fed) a poursuivi sa politique monétaire accommodante et son programme d'achats de titres du Trésor (45 milliards de dollars US/mois) qui devrait s'étaler sur toute l'année 2013.

Amélioration de l'activité dans la Zone euro.

Dans la **Zone euro**, l'environnement économique a été sensible à l'apparition des signes d'optimisme en Espagne et en Italie. En effet, le rebond des demandes allemandes, américaines et des économies émergentes soutiendrait les exportations de ces pays. Au plan de la politique monétaire, les mesures de la BCE ont contribué à atténuer les tensions financières et reculer l'incertitude sur les marchés des dettes souveraines dans certains pays. Dans ce contexte, le produit intérieur brut de la Zone ressortirait à 0,1% contre une contraction de 0,6% le trimestre précédent.

Au **Japon**, après une croissance nulle au quatrième trimestre 2012, l'activité économique ressortirait en hausse de 0,6% au premier trimestre 2013, sous l'impulsion du dynamisme du commerce en Asie et la forte dépréciation du yen depuis fin 2012, qui favorisait les exportations. En outre, la politique budgétaire bénéficierait des nouvelles mesures de relance de l'activité votées en février 2013.

Ralentissement de l'activité en Chine.

En **Chine**, la croissance du PIB a décéléré au premier trimestre 2013. Selon les chiffres publiés par le Bureau national de la statistique, le produit intérieur brut enregistré une hausse de 7,7% au premier trimestre 2013 contre 7,9% un trimestre plus tôt. Cette évolution est liée notamment au ralentissement de la production industrielle et de l'investissement, principaux moteurs de la croissance.

1.2. Evolution des prix sur les marchés internationaux de biens et services

1.2.1. Evolution des prix chez les principaux partenaires de l'UEMOA

Le taux d'inflation dans la Zone euro, premier partenaire commercial de l'UEMOA, a poursuivi son orientation baissière au premier trimestre 2013. En glissement annuel, il est passé de 2,6% à fin septembre 2012 à 2,2% à fin décembre 2012, puis 1,7% à fin mars 2013. Cette évolution reflète la progression des prix des carburants et des combustibles

liquides. De même aux Etats-Unis, le taux d'inflation en glissement annuel est passé de 1,7% à fin décembre 2012 à 1,5% en mars 2013.

Dans les pays environnants de l'Union, une décélération de l'inflation a été observée au Nigeria contre une accentuation au Ghana. En effet, au Nigeria, le taux d'inflation est ressorti à 9,5% à fin mars 2013 contre 12,0% à fin décembre 2012, en rapport avec une atténuation de la hausse des prix des produits alimentaires induite par une amélioration de l'offre. Au Ghana, le taux d'inflation en glissement annuel a atteint 10,4% à fin mars 2013 contre 8,8% à fin décembre 2012. Les tensions sur les prix dans ce pays restent liées au renchérissement des produits alimentaires et à la hausse des prix des produits pétroliers, aggravée par la dépréciation de la monnaie locale.

Tableau 1 : Inflation dans les pays partenaires de l'UEMOA							
	Moyenne (en %)		Glissement annuel (en %)				
	2011	2012	mars-12	déc-12	janv-13	févr-13	mars-13
Zone euro	2,7	2,5	2,7	2,2	2,0	1,8	1,7
Etats-Unis	2,3	2,2	2,6	1,5	1,4	1,2	1,1
Japon	0,0	-0,1	0,3	-0,1	-0,3	-0,7	-0,9
Ghana	8,7	9,1	8,8	8,8	8,8	10,0	10,4
Nigeria	10,9	12,2	12,1	12,0	9,0	9,5	9,5
UEMOA	3,9	2,4	2,4	2,8	2,3	2,4	2,3

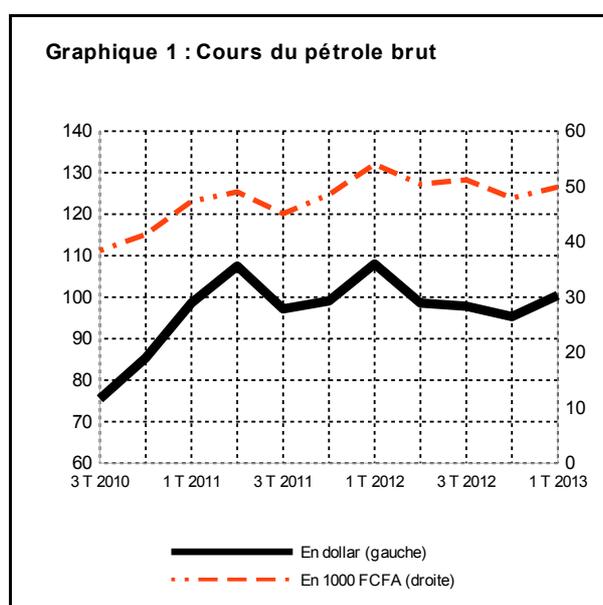
Sources : EUROSTAT, INS, BCEAO.

1.2.2. Evolution des prix des principales matières premières

Hausse des cours du baril de pétrole brut.

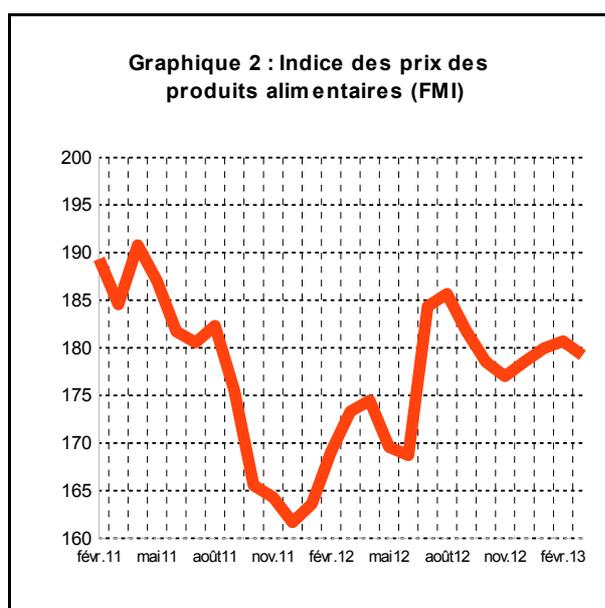
L'évolution des cours mondiaux du pétrole brut a rompu avec la tendance baissière observée depuis le deuxième trimestre 2012. Les cours se sont en effet inscrits en hausse au premier trimestre 2013, dans la perspective d'une accélération de la croissance économique mondiale à partir de 2013. Les cours moyens du pétrole brut (WTI, BRENT, DUBAI) sont ressortis à 100,4 dollars au premier trimestre 2013 contre 95,3 dollars le trimestre précédent, soit une progression de 5,3%. Exprimés en francs CFA, les cours du pétrole brut ont augmenté de 4,3% au premier trimestre 2013.

Les produits alimentaires se sont renchérissés, dans l'ensemble, au cours



du trimestre. L'indice des cours mondiaux des produits alimentaires du FMI a enregistré une hausse de 1,1% contre une baisse de 3,2% au quatrième trimestre 2012. Toutefois, les cours des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA (riz, lait; blé, sucre) se sont inscrits en baisse sur la période. En particulier, la baisse des cours au premier trimestre s'est située à 9,6% pour le blé. Après plusieurs mois de hausse, en liaison avec notamment la baisse de la production mondiale consécutive à la sécheresse qui a frappé les Etats-Unis, et une grande partie de l'Europe et de l'Asie centrale en 2012, les cours du blé ont baissé au premier trimestre 2013.

Les cours des principaux produits agricoles exportés par l'Union ont enregistré des évolutions divergentes au cours du premier trimestre 2013. En effet, les cours du coton se sont redressés alors que ceux du cacao ont enregistré une baisse. La progression des cours du coton serait liée à une baisse de la production. En effet, les estimations du Conseil consultatif international du coton (CCIC) donnent une production de 25,7 millions de tonnes pour la campagne 2012/2013 contre 27,2 millions de tonnes en 2011/2012, soit une baisse de 5,6%. En revanche, la consommation mondiale de coton devrait progresser de 1,2% en 2012/2013.



	Cours					Variation (%)	
	1 T 2012	2 T 2012	3 T 2012	4 T 2012	1 T 2013	Trimestrielle	Annuelle
Café Robusta (OICC en cents par livre)	98,7	104,0	105,1	98,6	102,1	3,5	3,5
Cacao (OICC en cents par livre)	106,1	102,5	112,9	111,4	100,2	-10,0	-5,5
Coton (N.Y. 2è en cents par livre)	100,4	90,3	84,2	82,1	89,9	9,5	-10,4
Caoutchouc (IRA en cents-euro/Kg)	287,5	266,2	229,3	231,0	231,0	0,0	-19,7

Sources : Reuters, BCEAO.

1.3. Marchés financiers mondiaux

Evolution contrastée de l'euro par rapport aux principales devises.

Au premier trimestre 2013, la monnaie commune européenne a connu une évolution contrastée vis-à-vis des principales devises, nonobstant le contexte d'incertitude politique en Italie au lendemain des élections de février 2013. Comparé au trimestre précédent, l'euro s'est apprécié de 3,6% et 6,4% respectivement face à la livre sterling et au yen japonais. Il s'est, en revanche, déprécié par rapport au dollar américain (-2,9%). Comparé à la même période de l'année précédente, la monnaie européenne est en hausse par rapport à la livre sterling et au yen japonais.

Tableau 3 : Evolution des taux de change des principales devises

	Cours			Variation (%)			
	31/03/13	31/12/12	31/01/12	Trimestrielle	Annuelle	Sur 2013 *	Sur 2012
EURO en DOLLAR US	1,2805	1,3194	1,3356	-2,9	-4,1	-2,9	2
EURO en LIVRE STERLING	0,8456	0,8161	0,8339	3,6	1,4	3,6	-2,3
EURO en YEN JAPONAIS	120,87	113,61	109,56	6,4	10,3	6,4	13,4

Sources : Reuters, BCEAO.

* cours au 31/03/2013 comparé au 31/12/2012

Hausse des indices boursiers sur les principales places.

Les principales places boursières ont clôturé la séance de fin mars 2013 en hausse comparée à fin décembre 2012, influencées par les effets du maintien de la politique accommodante de la BCE et de la FED. Les progressions les plus importantes ont été observées au niveau des indices NIKKEI (+19,3%), le Dow Jones (+11,3%), le SP 500 (+10,0%), le FOOTsie (+8,7%) et le NASDAQ (+8,2%). Les hausses les moins importantes ont été relevées au niveau des indices CAC 40 (+2,5%) et le DAX (+2,4%). Par ailleurs, toutes les places boursières ont enregistré des hausses en glissement annuel, en particulier le NIKKEI (+23,0%) et le DAX (+12,2%).

II. CONJONCTURE INTERNE

2.1. Activité économique

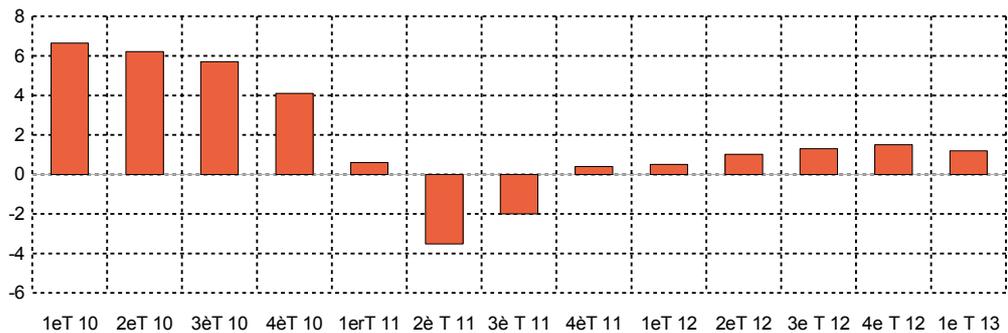
Les résultats de la campagne agricole 2012/2013 font état d'une augmentation de la production céréalière brute sur l'ensemble des pays de l'UEMOA. Selon les derniers chiffres de mars 2013 publiés par le Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), le niveau de la production céréalière, dans la Zone UEMOA est évaluée à 23.042.000 tonnes pour la campagne agricole 2013/2013, soit une hausse de 24,8% par rapport à la précédente campagne.

Les estimations par pays indiquent une hausse de la production céréalière de 47,4% au Sénégal, 46,9% au Niger, 33,6% au Burkina, 15,5% au Mali, 15,3% en Guinée-Bissau, 12,2% au Togo et 4,4% en Côte d'Ivoire. En revanche, une baisse de 0,8% est relevée au Bénin. Comparée à la moyenne des cinq dernières années (2007-2011), la production céréalière est en hausse de 27,0% au niveau global de l'Union.

Hausse modérée de l'activité économique

L'activité économique dans les pays de l'UEMOA reste marquée par les effets positifs des résultats satisfaisants enregistrés lors de la campagne agricole 2012/2013. Ainsi, la production industrielle et les activités commerciales ont maintenu leur tendance haussière. Au cours du premier trimestre 2013, l'indicateur synthétique de conjoncture (ISC) montre une progression de l'activité économique dans son ensemble, sous l'impulsion du secteur industriel, du commerce et des services marchands¹.

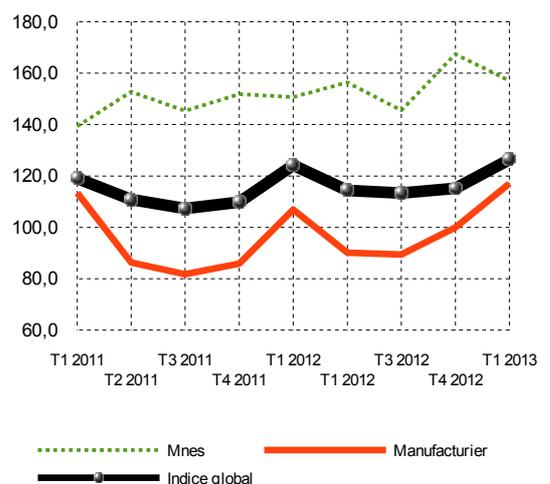
Graphique 3 : Variation de l'Indice Synthétique de Conjoncture de l'UEMOA (glissement annuel)



a. Production industrielle

La production industrielle est estimée en hausse de 9,8% par rapport au quatrième trimestre 2012. Cette hausse saisonnière est imputable principalement à la branche manufacturière, qui a bénéficié de la disponibilité des produits de la campagne agricole. En effet, le dynamisme des industries manufacturières (+17,2%) est dû en grande partie aux unités de transformation alimentaire et boisson. Il s'explique également par l'activité accrue des unités d'égrenage de coton, dont la production est ressortie à 630.000 tonnes au Burkina, 450.000 tonnes au Mali et 250.000 tonnes au Bénin, soient des hausses respectives de 51,0%, 1,1% et 42,9%, par rapport à la campagne précédente. Cet accroissement de la production est liée, en partie, aux mesures prises par les autorités politiques d'augmenter les superficies cultivables et aux conditions météorologiques favorables.

Graphique 4 : Indice de la production industrielle



Hausse de l'indice de la production industrielle, en glissement annuel.

1. Les analyses sont effectuées sur la base des indicateurs de soldes d'opinions, sauf pour les activités industrielles et commerciales.

Bonnes performances de la branche manufacturière

En glissement annuel, la production industrielle est en augmentation, même si le rythme de progression a diminué. L'indice est ressorti en hausse de 2,1% en glissement annuel. La hausse de la production est apparue limitée dans le secteur « électricité, eau et gaz » mais relativement soutenue dans le secteur des industries manufacturières.

Dans la branche manufacturière, l'indice de la production est en hausse de 9,6%, en glissement annuel, au premier trimestre 2013. Cette évolution traduit le dynamisme des unités de transformation agroalimentaires dans presque tous les pays de l'Union, à la faveur de la hausse de la demande. Elle est également expliquée par un retour à la normale de l'activité de raffinage de pétrole, notamment en Côte d'Ivoire, où une meilleure situation financière du secteur a permis d'accroître la production de pétrole raffiné de 47,2%.

Dans le secteur des industries extractives, la production est en augmentation de 4,2%, en glissement annuel, influencée par le niveau de la production d'or au Burkina, en Côte d'Ivoire et au Mali. Elle est due également à celle de l'extraction de pétrole brut et gaz en Côte d'Ivoire et à la production d'uranium au Niger.

Toutefois, en raison des difficultés rencontrées dans certains pays tels que le Bénin, la production dans le secteur de l'énergie ne s'est accrue que de 1,7% dans l'Union, bien qu'en Côte d'Ivoire, une hausse nette est observée en liaison avec le relèvement de la capacité de la production thermique d'électricité et du poste « Captage, Epuration et Distribution de l'eau ».

Tableau 4 : Variation de l'Indice de la production industrielle (%)							
	Trimestrielle		Annuelle (Glissement)			Moyenne**	
	4 ^e T 2012	1 ^e T 2013*	1 ^e T 2012	4 ^e T 2012	1 ^e T 2013*	2012	2013
Bénin	-19,4	12,7	-1,3	9,6	-3,1	-1,3	-3,1
Burkina	12,6	18,6	1,3	29,5	29,4	1,3	29,4
Côte d'Ivoire	8,8	-5,0	7,6	19,3	14,3	7,6	14,3
Guinée-Bissau	12,8	22,6	4,7	-3,0	32,9	4,7	32,9
Mali	8,9	7,5	-9,4	22,8	12,5	-9,4	12,5
Niger	-4,8	-5,0	23,3	-8,8	5,8	23,3	5,8
Sénégal	3,5	7,9	3,3	-2,3	-2,4	3,3	-2,4
Togo	-3,0	-3,9	17,4	0,8	-1,7	17,4	-1,7
UEMOA	1,6	9,8	4,3	4,8	2,1	4,3	2,1

Source : BCEAO.

* Données provisoires pour mars 2013

** moyenne sur les trois premiers mois de l'année

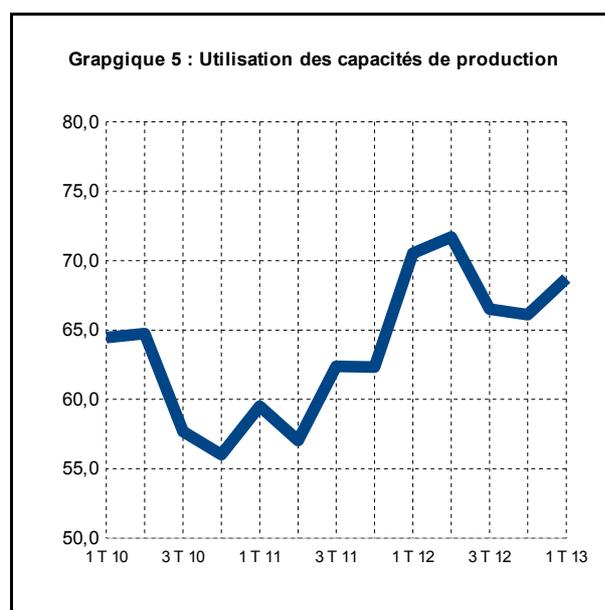
Par pays, au premier trimestre 2013, l'indice de la production industrielle s'est accru, en glissement annuel, de 32,9% en Guinée-Bissau, 29,4% au Burkina, 14,3% en Côte d'Ivoire,

12,5% au Mali et 5,8% Niger. En revanche, l'indice a baissé au Bénin (-3,1%), au Sénégal (-2,4%) et au Togo (-1,7%).

Au premier trimestre 2013, le taux d'utilisation des capacités de production des entreprises est ressorti à 68,7%, en hausse de 2,6 points par rapport au trimestre précédent. Comparé à la même période de l'année passée, le taux d'utilisation des capacités de production des entreprises est en recul de 1,8 point.

Stabilisation du taux d'utilisation des capacités de production.

La hausse d'un trimestre à l'autre reflète notamment la progression enregistrée au Burkina (14,2 points), au Niger (8,1 points), au Togo (5,5 points) et au Burkina (4,9 points). Par pays, le taux d'utilisation des capacités de production des entreprises industrielles s'est établi à 82,0% au Niger, 70,3% en Côte d'Ivoire, 70,0% au Burkina, 69,3% au Bénin, 67,0% au Sénégal, 61,4% au Mali, 61,1% au Togo et 58,7% en Guinée-Bissau au cours de la période sous revue.

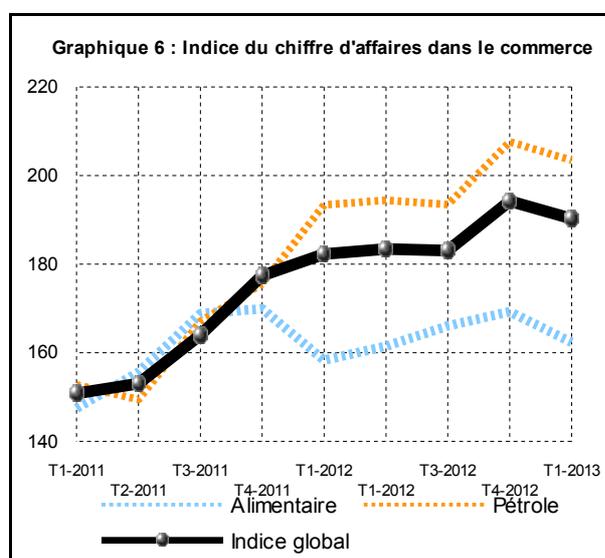


L'enquête auprès des chefs d'entreprise indique que les coûts salariaux sont en augmentation par rapport à l'année précédente. Quant aux effectifs employés, il est apparu une relative stabilité du personnel permanent dans les entreprises au premier trimestre 2013, alors qu'une tendance haussière des salariés non permanents est observée dans les entreprises.

c. Activité commerciale

Baisse trimestrielle du chiffre d'affaires dans le commerce.

Le chiffre d'affaires dans le commerce de détail a baissé par rapport au quatrième trimestre 2012. En effet, l'indice s'est contracté de 2,0% en variation trimestrielle, en relation notamment avec le ralentissement des ventes d'articles habillement de la personne (-11,1%), des biens alimentaires (-4,1%), des produits pétroliers (-2,0%) et pharmaceutiques (-1,5%).



Le repli du chiffre d'affaires dans la branche alimentaire est consécutive à la baisse constatée des débarquements au cours du trimestre, concernant notamment les produits non transformés de la pêche, de la pisciculture et de l'aquaculture. Le repli du chiffre d'affaires traduit également le repli des prix sur le marché des céréales non transformées et autres produits de l'alimentation, en rapport avec l'arrivée des produits de la campagne agricole. Le prix moyen du sac de 100 kilogrammes de céréales (mil et maïs), par exemple, est passé de 25.213 FCFA à 22.975 FCFA, soit une baisse trimestrielle de 8,9%.

Tableau 6 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires							
	Trimestrielle		Annuelle (Glissement)			Moyenne**	
	4 ^e T 2012	1 ^e T 2013*	1 ^e T 2012	4 ^e T 2012	1 ^e T 2013*	2012	2013
Bénin	5,8	1,1	25,1	14,9	-1,4	25,1	-1,4
Burkina	-8,0	3,8	10,7	9,0	26,7	10,7	26,7
Côte d'Ivoire	6,7	0,8	40,2	15,5	11,1	40,2	11,1
Guinée-Bissau	2,3	2,6	55,7	26,0	13,4	55,7	13,4
Mali	9,7	-2,2	18,1	4,2	-2,1	18,1	-2,1
Niger	11,3	-5,8	2,1	14,0	-24,5	2,1	-24,5
Sénégal	8,3	-4,1	4,1	1,9	-3,0	4,1	-3,0
Togo	-1,4	6,6	-2,7	-4,3	8,8	-2,7	8,8
UEMOA (*)	6,1	-2,0	20,9	9,5	6,2	20,9	6,2

Source : BCEAO. * Données provisoires pour mars 2013 ** moyenne sur les trois premiers mois de l'année

En glissement annuel, le chiffre d'affaires dans le commerce demeure en hausse de 6,2%. Cette évolution en glissement annuel est liée à l'orientation favorable de l'activité, notamment dans le commerce des automobiles, motocycles et pièces détachées (+8,3%) et des produits pétroliers (+5,2%) notamment

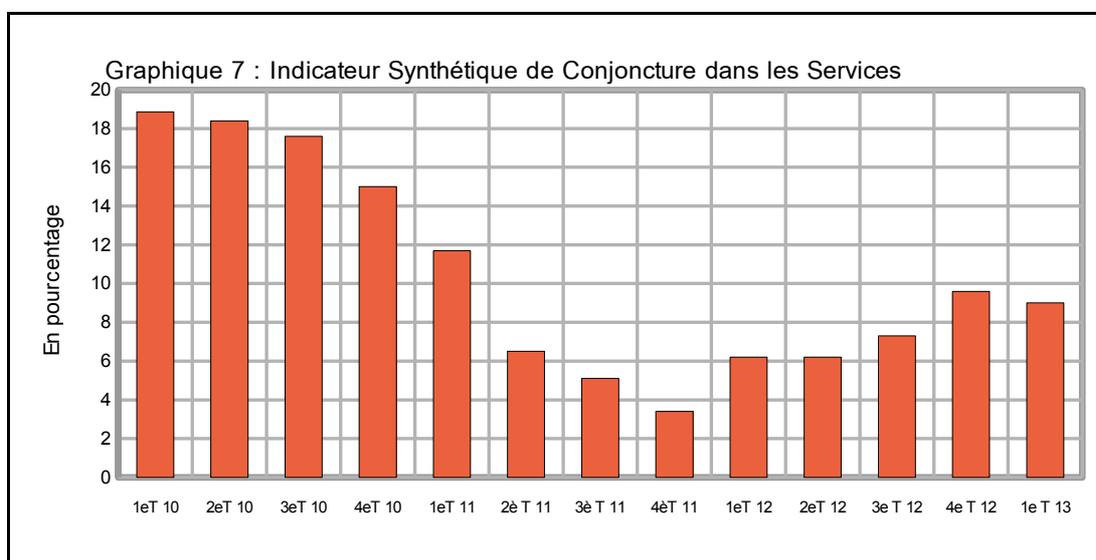
La hausse du chiffre d'affaires dans les ventes d'automobiles, motocycles et pièces détachées est en rapport avec la poursuite de l'exécution des commandes dans le cadre du renouvellement progressif du parc automobile des entreprises et de l'Administration dans la plupart des pays. S'agissant des produits pétroliers, l'augmentation du volume des ventes résulte de la hausse de la demande, en relation avec l'amélioration de l'environnement économique et l'accroissement du trafic inter-urbain.

Au premier trimestre 2013, une hausse du volume des transactions commerciales est enregistrée, en glissement annuel, au Burkina (+26,7%), en Guinée-Bissau (+13,4%), en Côte d'Ivoire (+11,1%) et au Togo (+8,8%). En revanche, un repli a été observé au Niger (-24,5%), au Sénégal (-3,0%), au Mali (-2,1%) et au Bénin (-1,4%)

d. Services marchands

Bonne tenue de l'activité dans le secteur des services marchands.

La bonne orientation de l'activité économique dans les services marchands s'est poursuivie en glissement annuel au premier trimestre 2013. Cette évolution est liée au dynamisme des branches «Transports, entreposage et communication» et «Intermédiation financière».



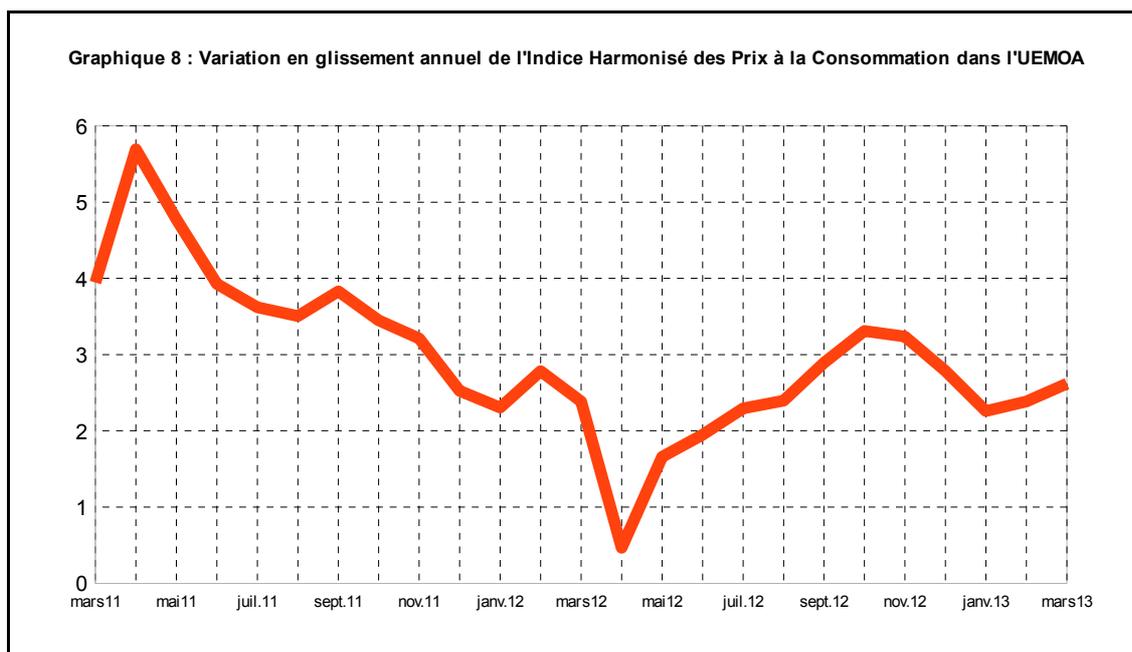
Le volume des prestations dans les services marchands est en hausse, en glissement annuel, au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Niger et au Sénégal. Une relative stabilité est observée au Bénin, au Mali, et au Togo, tandis qu'une baisse est relevée en Guinée-Bissau, au premier trimestre 2013.

2.1.2. Evolution récente de l'inflation et de la compétitivité

a. Evolution de l'inflation

Orientation baissière de l'inflation

Le taux d'inflation dans l'UEMOA, en glissement annuel, est ressorti à 2,3% à fin mars 2013 contre 2,8% à fin décembre 2012. En moyenne sur le premier trimestre 2013, la progression des prix ressort à 2,3% au premier trimestre 2013 contre 3,1% au quatrième trimestre 2012. Cette décélération de l'inflation est liée essentiellement à la baisse des prix des céréales locales, en rapport avec la progression de 24,8% de la production céréalière au cours de la campagne agricole 2012/2013. Elle est due également à une nouvelle baisse des prix des produits pétroliers au Niger en janvier 2013, à la faveur du démarrage de la production locale de carburants en 2011. Toutefois, l'inflation s'est ressentie de la hausse des frais d'enseignement supérieur en Côte d'Ivoire et de l'augmentation des prix des produits pétroliers dans tous les pays à l'exception du Niger.



La fonction « Alimentation » a contribué à hauteur de 0,9 point de pourcentage à la progression des prix en glissement annuel à fin mars 2013. Cette évolution est liée au renchérissement des légumes (+21,3%), du poisson (+9,1%) et de la viande (+6,0%). En revanche, les prix des céréales ont baissé de 2,1%.

Les composantes « Hôtels, restaurants », « Enseignement », « Transport » et « Habillement » ont contribué chacune à hauteur de 0,3 point de pourcentage à l'inflation à fin mars 2013. L'évolution de la fonction « Hôtels, restaurants » est liée au renchérissement des services de restauration dans la plupart des pays et des frais d'hôtel au Bénin et en Côte d'Ivoire. La hausse des prix au niveau de la composante « Enseignement » est liée essentiellement à la progression de 92,4% des frais d'inscription dans les Universités publiques en Côte d'Ivoire. La progression des prix des carburants et des services de transport au Bénin, au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Sénégal explique l'évolution de la fonction « Transport ». Quant à la fonction « Habillement », la hausse est due principalement à la progression des prix en Côte d'Ivoire.

A fin mars 2013, les taux d'inflation les plus élevés sont observés en Côte d'Ivoire (3,6%) et au Togo (3,5%). En Côte d'Ivoire, la progression des prix est en rapport avec le renchérissement des produits alimentaires, notamment des poissons, des légumes et tubercules, ainsi que l'augmentation du prix du gaz domestique, des services d'enseignement dans le supérieur et des articles d'habillement. Le taux d'inflation élevé au Togo est dû à l'augmentation de 42,5% du prix du gaz et au renchérissement des produits alimentaires, en particulier les légumes et les tubercules.

Tableau 6 : Taux d'inflation en glissement annuel dans l'UEMOA							
Pays	2011	2012	mars - 2012	déc - 2012	janv - 2013	févr - 2013	mars - 2013
Bénin	2,7	6,7	7,4	6,8	1,6	3,5	2,6
Burkina	2,8	3,8	3,5	1,7	2,4	2,5	2,5
Côte d'Ivoire	4,9	1,3	0,6	3,4	3,4	3,6	3,6
Guinée-Bissau	5,1	2,1	2,2	1,7	1,6	1,7	2,1
Mali	3,0	5,3	6,6	2,4	0,3	-0,2	-0,6
Niger	2,9	0,5	0,1	0,7	0,9	1,9	1,9
Sénégal	3,4	1,4	2,7	1,1	0,7	0,3	-0,2
Togo	3,6	2,6	2,1	2,9	3,4	3,1	3,5
UEMOA	3,9	2,4	2,4	2,8	2,3	2,4	2,3

Sources : BCEAO, INS.

En revanche, une baisse des prix a été enregistrée au Mali (-0,6%) et au Sénégal (-0,2%). La baisse au Mali est liée au repli des prix des denrées alimentaires (-3,6%), en particulier des céréales (-12,0%), du poisson séché (-10,0%) et du sucre (-11,5%). Les prix de ces produits alimentaires avaient fortement augmenté en mars 2012, en rapport avec la crise politique dans le pays. Au Sénégal, le repli est lié à la baisse du prix des céréales (-10,7%), du gaz domestique (-6,0%) et des communications téléphoniques (-3,6%).

Par origine géographique, la hausse des prix est tirée aussi bien par les produits locaux (+2,3%) que par les biens importés (+2,2%). La hausse des prix des biens produits localement, reste liée à l'augmentation des prix des denrées alimentaires, notamment des tubercules, des produits de la pêche, de la viande, ainsi que des combustibles solides et des tarifs de restauration. La hausse des prix des biens importés résulte essentiellement du renchérissement des produits pétroliers. Les composantes « Produits locaux » et « Produits importés » ont contribué respectivement pour 1,7 point et 0,6 point de pourcentage à l'inflation, en glissement annuel, à fin mars 2013.

De même, la décomposition de l'indice des prix selon la nature des produits indique que l'inflation à fin mars 2013 reste imputable à la fois au renchérissement des biens (+2,3%) et à la hausse des prix des services (+2,0%). La hausse des prix des services résulte de l'augmentation en rythme annuel des prix des services d'enseignement en Côte d'Ivoire, des coûts des transports, notamment au Bénin, au Burkina, en Côte d'Ivoire et au Mali, ainsi que des frais de restauration. Les prix des biens et des services ont contribué respectivement à hauteur de 1,5 point et 0,8 point de pourcentage à l'inflation en glissement annuel à fin mars 2013.

Tableau 7 : Evolution des prix des biens et services							
	Composantes	Pondération (en %)	mars - 2012	déc - 2012	janv - 2013	févr - 2013	mars - 2013
Variations annuelles (en %)	Biens	60,1	2,6	3,0	2,3	2,5	2,3
	Services	39,9	2,4	2,6	2,0	2,1	2,0
Contributions (en points de pourcentage)	Biens	60,1	1,6	1,8	1,5	1,6	1,5
	Services	39,9	0,9	1,0	0,8	0,8	0,8

Sources : BCEAO, INS.

Le taux d'inflation sous-jacente est ressorti en baisse

Le taux d'inflation sous-jacente, mesuré par l'évolution de l'indice des prix hors produits frais et énergie, est ressorti en glissement annuel à 2,0% à fin mars 2013, en retrait de 0,5 point de pourcentage par rapport à fin décembre 2012. Par ailleurs, une décélération de la hausse des prix des produits frais a été observée, à la faveur du reflux des prix des céréales locales. En revanche, l'augmentation des prix de la rubrique énergie s'est accélérée, passant de 2,2% à fin décembre 2012 à 2,8% à fin mars 2013, en rapport avec le renchérissement du gaz.

Tableau 8 : Evolution de l'inflation sous-jacente							
	Composantes	Pondération (en %)	mars - 2012	déc - 2012	janv - 2013	févr - 2013	mars - 2013
Variations annuelles (en %)	Produits frais	16,6	2,4	4,6	3,2	3,9	3,4
	Energie	7,5	2,4	2,2	1,1	2,5	2,8
	Inflation sous-jacente	75,9	2,5	2,5	2,2	2,1	2,0
	Inflation globale	100	2,5	2,8	2,3	2,4	2,3
Contributions (en points de pourcentage)	Produits frais	16,6	0,4	0,7	0,5	0,6	0,6
	Energie	7,5	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2
	Inflation sous-jacente	75,9	1,9	1,9	1,7	1,6	1,5

b. Evolution de la compétitivité

Léger gain de compétitivité, par rapport au premier trimestre 2012.

L'UEMOA a enregistré un léger gain de compétitivité, en glissement annuel, au premier trimestre 2013. En effet, l'évolution de la position concurrentielle de l'Union, appréciée à partir de l'indice du taux de change effectif réel, indique une amélioration de la compétitivité de 0,2% par rapport à ses principaux partenaires.

Le gain de compétitivité enregistré au premier trimestre 2013 est lié à un différentiel d'inflation favorable à l'Union de 1,3 point de pourcentage atténué par la hausse de l'indice du taux de change effectif nominal de 1,1%. La remontée de l'euro par rapport au dollar est le principal facteur de la dépréciation des monnaies des partenaires par rapport au FCFA.

L'amélioration de la position concurrentielle est observée par rapport aux partenaires environnants (-3,8%), aux Etats émergents (-1,4%) et aux pays asiatiques (-0,4%). En

revanche, une perte de compétitivité est enregistrée vis-à-vis des pays industrialisés (1,2%), et des pays de la Zone euro (0,5%).

Tableau 9 : Variation du taux de change effectif réel selon les partenaires (en pourcentage)										
Pays partenaires	Années		Trimestrielles			Annuelles (glissement)			Cumulée depuis 1994	
	2012	2013 (*)	3 ^e T 2012	4 ^e T 2012	1 ^e T 2013 (*)	3 ^e T 2012	4 ^e T 2012	1 ^e T 2013 (*)	Déc 2012	Mars 2013 (*)
Industrialisés	-0,7	1,6	0,3	0,5	1,2	-1,8	0,3	1,2	-19,0	-18,0
Zone euro	0,5	0,7	0,9	-0,3	0,3	0,1	0,9	0,5	-18,7	-18,5
Environnants	-4,1	-3,9	-2,5	1,8	-0,4	-5,2	-5,8	-3,8	-56,8	-57,0
Asiatiques	-5,3	-0,9	-3,0	3,2	2,3	-7,7	-3,2	-0,4	-33,2	-31,6
Pays UE25	0,1	0,9	0,7	-0,2	0,6	-0,6	0,4	0,5	-19,9	-19,4
Emergents	-5,7	-1,7	-3,0	2,9	1,7	-8,2	-4,2	-1,4	-32,0	-30,8
Zone franc (Afrique)	0,2	-0,1	-0,3	-0,7	0,4	-0,2	0,3	-0,2	-0,9	-0,4
Ensemble	-2,4	-0,1	-0,9	1,2	1,0	-3,8	-1,8	-0,2	-29,2	-28,5

Source : BCEAO.

(*) Estimations

(+) Appréciation du TCER ou perte de compétitivité
(-) Dépréciation du TCER ou gain de compétitivité

Un gain de compétitivité-prix, en glissement annuel, a été observé au premier trimestre 2013 dans les pays de l'Union ayant enregistré les meilleures performances en terme d'inflation, notamment au Mali (2,7%), au Sénégal (1,7%) et au Niger (0,3%). Un gain de compétitivité a été également enregistré au Bénin (1,1%), en rapport avec le niveau important des échanges avec le Nigeria où le taux d'inflation est relativement élevé. Une dégradation de la position concurrentielle a été observée en Côte d'Ivoire (1,0%), au Togo (1,0%), en Guinée-Bissau (0,9%) et au Burkina (0,5%).

2.2 – Finances Publiques

L'exécution des opérations financières des Etats s'est soldée au premier trimestre 2013 par une aggravation des déficits publics, comparativement à la même période de 2012. Le déficit global, base engagements, hors dons, est estimé à 219,3 milliards à fin mars 2013 contre 94,2 milliards un an auparavant. L'excédent du solde budgétaire de base a enregistré une forte baisse, passant de 89,8 milliards en mars 2012 à 47,4 milliards pendant la période sous revue, en liaison avec la hausse des dépenses publiques au cours de la période.

Les recettes budgétaires totales des Etats membres de l'Union ont augmenté de 4,3% en mars 2013, ressortant à 1.801,1 milliards contre 1.726,8 milliards un an plus tôt. Cette progression est imputable aux efforts déployés par tous les Etats pour améliorer le recouvrement des recettes fiscales.

Les dépenses et prêts nets se sont accrus de 10,9%, en passant de 1.821,0 milliards à fin mars 2012 à 2.020,5 milliards à fin mars 2013. Cette situation s'explique par l'augmentation des dépenses courantes notamment les charges de personnel et les transferts et subventions. Chacun de ces deux postes a enregistré une hausse de 7,5%.

Les dépenses en capital se sont accrues dans les pays de l'Union, en liaison avec la poursuite de l'exécution des investissements publics qui ont enregistré une hausse considérable, notamment au Niger. Le niveau des dépenses en capital est ressorti à 529,3 milliards en fin mars 2013 contre 467,7 milliards à la même période de l'année dernière.

2.3 – Secteur extérieur²

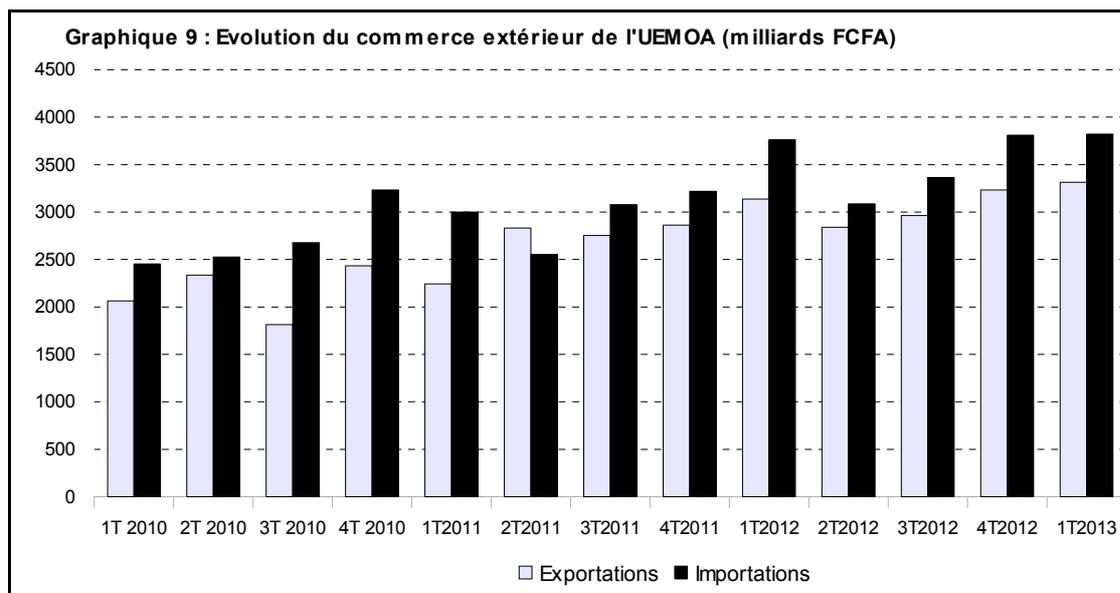
Le déficit de la balance commerciale de l'Union s'est réduit de 114,3 milliards par rapport au quatrième trimestre 2012, en passant à 508,6 milliards au premier trimestre 2013. Cette évolution résulte d'une hausse des exportations (+2,5%) plus importante que celle des importations (+0,3%).

Les exportations sont ressorties en hausse de 2,5%, passant de 3.231,7 milliards au quatrième trimestre 2012 à 3.313,4 milliards au premier trimestre 2013. Cette progression reflète la hausse des ventes extérieures de coton (+14,4%), d'or (+6,0%) de café (+3,0%) et de produits pétroliers (+0,8%). La hausse des ventes à l'extérieur du coton est saisonnière et s'explique par l'intensification des activités des unités d'égrenage de coton au cours de la période de campagne. L'augmentation des exportations d'or, d'un trimestre à l'autre, malgré la baisse des cours internationaux, s'explique essentiellement par la hausse du volume du fait du démarrage de la production du métal jaune dans la mine de Bissa, au Burkina Faso, et dont le premier lingot a été coulé le jeudi 17 janvier 2013.

L'évolution observée a, toutefois, été atténuée par le repli des exportations d'uranium (-22,1%), de cacao (-8,3%), de noix de cajou (-6,9%) et de caoutchouc (-4,4%) sous l'effet conjugué de la baisse des volumes et des cours sur le marché international. La baisse observée de la vente à l'extérieur de l'uranium (-22,1%) est due à l'absence de commercialisation de ce produit par certaines sociétés au cours du mois de février 2013.

Selon l'orientation géographique, les exportations de biens ont été principalement destinées aux pays de la Zone euro qui ont accueilli 1.090,1 milliards de marchandises, contre 1.063,2 milliards un trimestre plus tôt. Les expéditions de biens vers cette zone sont constituées en grande partie de produits agricoles tels que le cacao, le café, le coton, le caoutchouc, le bois, ainsi que les produits pétroliers, l'or, les produits de la pêche et l'uranium. Les exportations de l'Union vers les autres régions ressortent à 1.616,8 milliards contre 1.569,8 milliards au dernier trimestre de l'année 2012 et portent essentiellement sur l'or, le coton, la noix de cajou, les produits pétroliers, le phosphate et les produits chimiques.

² Estimations au premier trimestre 2013. Les échanges ont été estimés à partir des données provisoires communiquées par les pays, des dernières réalisations et des principales évolutions de l'environnement économique international et régional lors de la période sous revue. Les importations sont évaluées sur une base FOB.



Les importations sont estimées à 3.822,1 milliards au cours du premier trimestre 2013, en hausse de 0,3% par rapport au trimestre précédent, reflétant la hausse aussi bien du volume que des prix de la plupart des principaux produits importés par les pays de l'UEMOA sur la période sous revue. Les progressions les plus importantes ont été localisées essentiellement au niveau des biens d'équipement et des biens intermédiaires (+7,2%).

Selon la ventilation géographique, les importations, hors UEMOA, proviennent des pays de la Zone euro pour un montant de 1.291,9 milliards au premier trimestre 2013, contre 1.288,2 milliards un trimestre plus tôt. Ces achats à l'extérieur portent essentiellement sur les biens d'équipement, les produits pétroliers raffinés, les biens intermédiaires, les produits alimentaires, en particulier le blé et le lait, ainsi que les produits pharmaceutiques.

Les achats en provenance des autres régions du monde (1923,7 milliards à fin mars 2013) sont dominés par le riz fourni en particulier par la Thaïlande, l'Inde et le Pakistan, le sucre par le Brésil, ainsi que les biens d'équipement et intermédiaires expédiés essentiellement par la Chine, l'Inde, le Japon et les Etats-Unis.

La matrice des échanges intra-communautaires pour le premier trimestre 2013 fait ressortir une tendance haussière des échanges intra-UEMOA. Ceux-ci sont, en effet, estimés à 606,5 milliards contre 598,6 milliards un trimestre plus tôt, soit une hausse de 1,3%. La part des échanges intra-régionaux de biens dans le total des flux commerciaux des pays de l'UEMOA est ressortie à 17,0%.

La Côte d'Ivoire et le Sénégal, respectivement à l'origine de 37,1% et 20,0% des exportations totales restent les principaux fournisseurs intra-régionaux. Le Mali et le Burkina occupent les première et deuxième places des importateurs intra-UEMOA, avec respectivement 30,6% et 19,4% des approvisionnements. Les principaux produits échangés sont le pétrole, les préparations alimentaires et les produits du crû (céréales, animaux vivants), les huiles et les graisses.

Comparé au même trimestre de l'année précédente, la hausse des exportations se confirme (+5,6%) et reste plus importante que celle des importations (+1,6%). Le solde de la balance commerciale de l'Union affiche une amélioration de 114,3 milliards. La progression des exportations s'explique par l'amélioration des ventes à l'extérieur du coton (+3,2%), à la suite de l'amélioration de la production dans la plupart des pays producteurs de l'Union, par rapport à la campagne précédente. Les exportations ont également bénéficié d'une évolution favorable de la vente à l'extérieur de l'or (9,4%) et de l'Uranium (19,9%).

La hausse des importations en glissement annuel est essentiellement localisée au niveau des biens de consommation courante, ainsi que des acquisitions de biens intermédiaires et d'équipement. L'évolution des achats à l'extérieur des biens d'équipement et intermédiaires est en rapport avec la poursuite et l'intensification des investissements publics et privés, du fait notamment de la mise en œuvre d'importants projets de construction d'infrastructures économiques et sociales en Côte d'Ivoire et du développement de nouveaux projets miniers et pétroliers dans certains pays de l'Union comme le Burkina et le Niger. La hausse de la facture des importations a, toutefois, été atténuée par la baisse des importations des produits pétroliers, du fait de l'accroissement de l'offre communautaire, consécutif à l'entrée en phase de production de la Société de Raffinage de Zinder (SORAZ) au Niger.

S'agissant du taux de couverture des importations par les exportations, il s'est situé à 86,7% à fin mars 2013, contre 84,8% à fin décembre 2012 et 83,4% à fin mars 2012.

2.4. Secteur monétaire et financier

2.4.1. Evolution de la situation monétaire de l'Union

La masse monétaire dans l'UEMOA a diminué à fin février 2013, comparée à fin décembre 2012. En effet, elle a enregistré une régression de 0,8% pour se fixer à 14.878,3 milliards à fin février 2013 contre 14.995,7 milliards à fin décembre 2012 et 13.618,8 milliards un an plus tôt.

Les dépôts à vue ont enregistré une baisse de 1,7% à 5.781,2 milliards, contrairement aux dépôts à terme, qui ont augmenté de 1,6% pour s'établir à 5.197,4 milliards au cours de la période sous-revue.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont stabilisés, à fin février 2013, par rapport à fin décembre 2012, pour se situer à 5.577,0 milliards. Cette situation est liée à une légère diminution des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et un accroissement sensible de ceux des banques.

L'encours du crédit intérieur est ressorti à 11.754,0 milliards à fin février 2013 contre 11.675,6 milliards à fin décembre 2012, en hausse de 0,7%. Cette évolution traduit une diminution des concours au secteur privé de 2,0% et un accroissement des créances nettes aux Etats de 8,9%. Le repli des crédits à l'économie résulte de la diminution de 4,4% des crédits à court terme et l'augmentation de 1,5% des crédits à moyen et long termes.

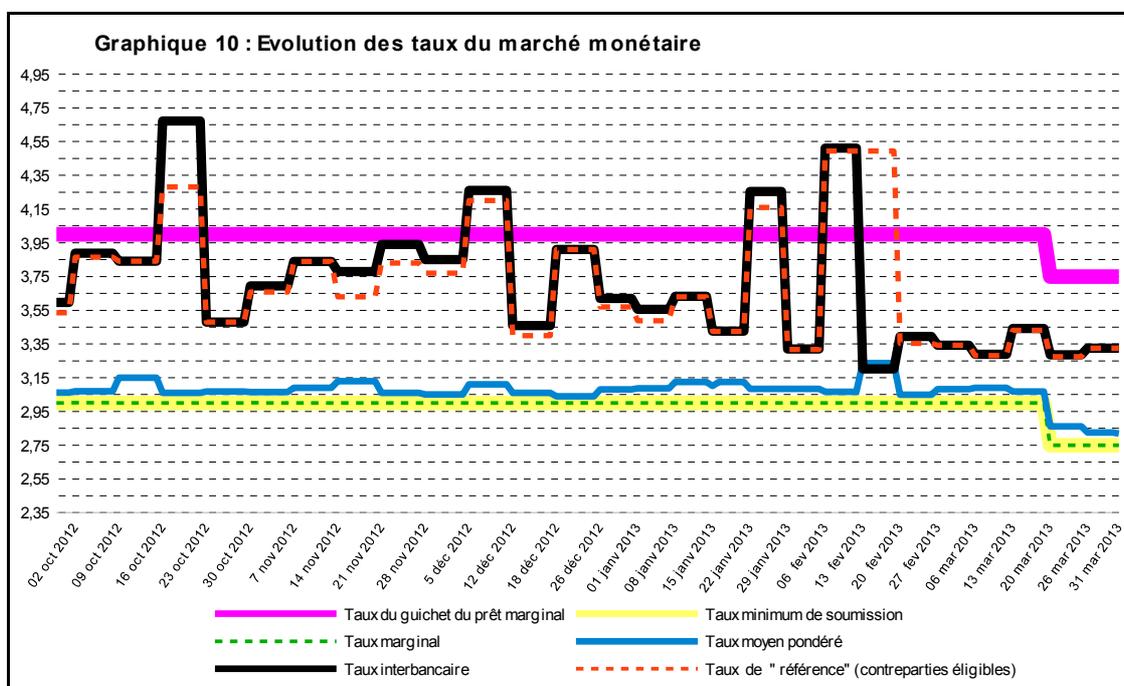
2.4.2. Evolution du marché monétaire

Poursuite de la Hausse du montant mis en adjudication par la BCEAO.

Le premier trimestre 2013 a été marqué par la baisse des taux directeurs de la BCEAO de 25 point de base, à compter du 16 mars 2013. La Banque Centrale a par ailleurs accru les montants mis en adjudication. En effet, sur le marché à une semaine, le montant moyen hebdomadaire mis en adjudication est passé de 514,6 milliards au cours du quatrième trimestre 2012 à 557,7 milliards, soit une progression de 43,1 milliards. Sur le guichet à un mois, le montant moyen mensuel retenu lors de l'adjudication a été porté de 431,9 milliards à fin décembre 2012 à 450,0 milliards à fin mars 2013.

Les opérations d'injection de liquidité ont été réalisées à taux variables et assorties du taux minimum de soumission de 3,0% du 16 juin 2012 au 15 mars 2013 et de 2,75% à compter du 16 mars 2013. Sur le guichet hebdomadaire, le taux moyen pondéré s'est légèrement replié, passant de 3,08% à fin décembre 2012 à 3,02% à fin mars 2013. Sur le guichet à un mois, le taux moyen pondéré est ressorti à 3,10%, stable par rapport à la situation du quatrième trimestre 2012.

Le marché interbancaire a été moins animé, comparativement au trimestre précédent. En effet, le volume moyen des opérations sur ce marché, toutes maturités confondues, a baissé, pour se fixer à 97,9 milliards au cours du trimestre sous revue contre 113,1 milliards au trimestre précédent. Cette évolution du volume des opérations a concerné principalement le compartiment à une semaine, sur lequel le volume moyen hebdomadaire des opérations est passé de 73,3 milliards au quatrième trimestre 2012 à 67,2 milliards au premier trimestre 2013.



Repli du taux d'intérêt sur le marché interbancaire.

Le taux moyen pondéré des opérations sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, est passé de 4,18% au quatrième trimestre 2012 à 3,94% au cours de la

période sous revue. Sur le compartiment à une semaine, le taux est ressorti à 3,43% contre 3,84% un trimestre plutôt, soit une baisse de 41 points de base. Le taux interbancaire à une semaine se situe à l'intérieur du corridor constitué par le taux du prêt marginal de 3,75% et le taux minimum de soumission de 2,75%.

Accroissement des encours du prêt marginal.

Les opérations au guichet du prêt marginal ont enregistré une hausse au cours du trimestre sous revue. L'encours des prêts sur ce guichet est ressorti en augmentation de 2,6 milliards au premier trimestre 2013, pour se situer à 69,4 milliards.

Sur le marché des titres publics, l'encours des ressources mobilisées par les Trésors, sous forme de bons, toutes maturités confondues, est évalué à 1.291,9 milliards à fin mars 2013 contre 1.180 milliards à fin décembre 2012. Les montants mobilisés par les Etats sous forme de bons du Trésor ont atteint 359,7 milliards sur le premier trimestre 2013, en hausse de 97,6 milliards par rapport au trimestre précédent. Les Trésors publics de l'Union ont mobilisé des ressources au taux moyen de 5,31%, en augmentation de 9 points de base par rapport au trimestre précédent.

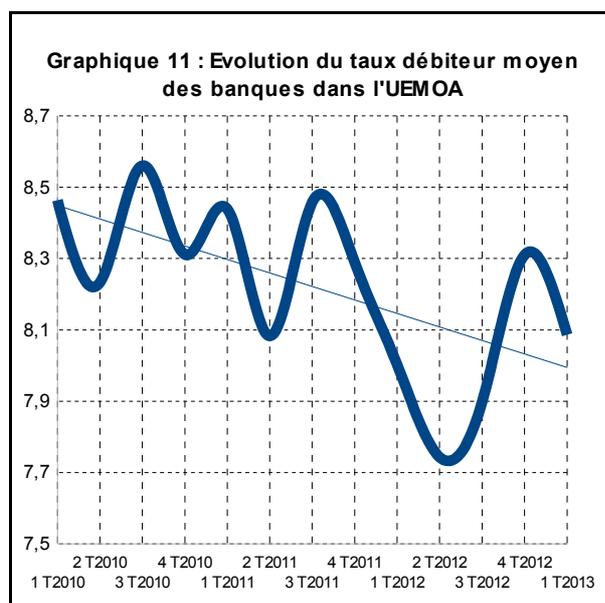
2.4.3 - Evolution des conditions de banque dans l'Union

Les taux débiteurs se sont inscrits en repli au premier trimestre 2013. En effet, le taux débiteur moyen hors taxes et charges, pondéré par le volume des crédits mis en place, est ressorti en moyenne à 8,15% au premier 2013 contre 8,31% au quatrième trimestre 2012, soit une diminution de 16 points de base. Cette baisse du taux d'intérêt moyen à l'échelle régionale est liée essentiellement à l'assouplissement des conditions des crédits au Sénégal (-72 points de base), au Burkina (-51 points de base), au Togo (-23 points de base) et au Mali (-12 points de base). Par contre, d'un trimestre à l'autre, les taux débiteurs ont progressé en Guinée-Bissau (+37 points de base), en Côte d'Ivoire (+25 points de base), au Niger (+13 points de base) et au Bénin (+5 points de base).

Baisse des taux débiteurs au niveau régional.

L'ensemble de la clientèle des banques est concerné par la baisse des taux d'intérêt débiteurs, à l'exception des organismes assimilés à l'Etat (+24 points de base), des particuliers (+23 points de base) et de la clientèle financière (+18 points de base).

Suivant l'objet du crédit, la contraction des taux débiteurs a concerné notamment les crédits de trésorerie qui se sont repliés de 17 points de base. Ainsi, sur le premier trimestre 2013, les taux d'intérêt moyens appliqués à cette

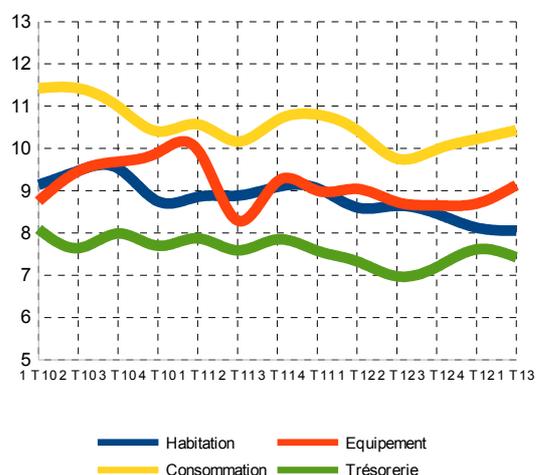


catégorie de crédits, hors taxes et charges, se sont établis à 8,82%. L'accroissement des taux appliqués aux crédits à l'exportation, aux crédits à l'équipement et aux crédits à l'habitation a été contenu.

Baisse du volume des crédits bancaires.

Le volume des crédits bancaires mis en place au cours du premier trimestre 2013 est ressorti en baisse par rapport au trimestre précédent. La moyenne mensuelle, toutes maturités confondues, s'est fixée à 541,0 milliards au cours du trimestre sous revue, soit un reflux de 16,3%. Ce fléchissement reflète notamment le recul des crédits bancaires observé en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Niger, au Togo et au Mali, non compensé par des hausses notées dans les autres pays.

Graphique 12 : Taux débiteurs moyens des banques



La baisse des crédits bancaires concerne l'ensemble des objets économiques. Les replis les plus significatifs ont été enregistrés au niveau des crédits à l'exportation (-74,6%), à l'habitation (-40,8%), d'équipement (-25,6%) et de consommation (-20,7%). De même, selon la maturité, les baisses concernent l'ensemble des échéances, à l'exception des prêts de plus de 10 ans.

Suivant la catégorie des clients, le fléchissement des concours des banques est essentiellement localisé au niveau des entreprises individuelles, des coopératives et groupements villageois, de la clientèle financière et des particuliers.

Baisse du volume des dépôts bancaires.

Concernant les dépôts bancaires, les ressources mobilisées par les banques se sont repliées au cours du trimestre sous revue, comparativement au quatrième trimestre 2012. En moyenne trimestrielle, le volume des dépôts enregistrés est ressorti à 455,5 milliards contre 601,5 milliards au trimestre précédent, soit une baisse de 24,3%. Ce fléchissement est observé dans l'ensemble des pays de l'Union, à l'exception du Mali où une légère progression a été notée.

Le recul du volume des dépôts bancaires est imputable à l'ensemble des agents économiques, à l'exception des coopératives et groupements villageois.

Le taux d'intérêt créditeur est ressorti en hausse d'un trimestre à l'autre. Le taux moyen pondéré s'est établi à 5,20% contre 5,13% au cours du trimestre précédent. Cette augmentation des taux a concerné l'ensemble des opérateurs économiques, à l'exception de l'Etat et organismes assimilés, divers déposants (ONG, amicales, syndicats, etc.) et de la clientèle financière. Les taux appliqués à ces dernières catégories de clientèle se sont établis respectivement à 4,76% (-88 points de base), 5,17% (-39 points de base) et 4,57% (-4 points de base).

2.4.4 - Evolution du marché financier

Hausse, en glissement annuel, des indices BRVM.

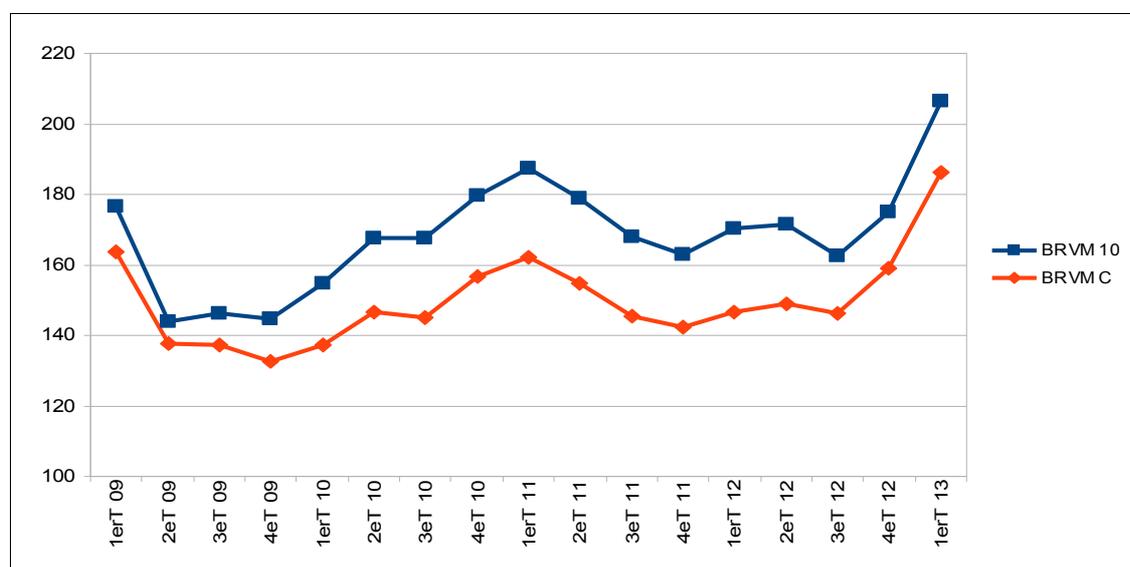
La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a été marquée, au cours du premier trimestre 2013, par une hausse des indicateurs sur l'ensemble des compartiments du marché par rapport au trimestre précédent.

En effet, l'indice BRVM 10 s'est apprécié de 17,9% pour se fixer à 206,5 points contre 175,1 points au quatrième trimestre 2012 et 170,2 points un an plus tôt. De même, l'indice BRVM composite a progressé de 16,9% à 186,1 points contre 159,2 points au quatrième trimestre 2012 et 146,7 points un an plus tôt.

La capitalisation boursière du marché est ressortie à 5.363,5 milliards au cours du trimestre sous revue contre 4.115,1 milliards à la même période de l'année précédente, soit une progression de 30,3%. Cet accroissement de la capitalisation boursière est dû essentiellement à la hausse de 34,0% de la capitalisation du marché des actions et à l'augmentation de 13,9% de celle du marché obligataire.

L'analyse de la capitalisation boursière, en variation trimestrielle, indique une hausse de 14,9% au premier trimestre, liée à l'augmentation de 17,7% de la capitalisation du marché des actions et à la progression de 2,2% de celle du marché obligataire.

Graphique 13 : Evolution trimestrielle de la BRVM



Assouplissement des conditions monétaires dans l'UEMOA.

2.4.5. Evolution des conditions monétaires⁵

Un assouplissement des conditions monétaires a été observé au cours du premier trimestre 2013 comparé à la même période de 2012. En effet, l'indice des conditions monétaires a baissé de 0,5% en glissement annuel au premier trimestre 2013. Cette

⁵ L'indice des conditions monétaires est un indicateur synthétique permettant d'apprécier les effets conjugués des politiques des taux d'intérêt et de change sur la demande globale. Il est calculé comme une moyenne pondérée du taux de change effectif réel et du taux d'intérêt réel et son évolution est mesurée par rapport au niveau de l'indice correspondant à la période de base (moyenne sur la période 2000-2010).

évolution est liée à la dépréciation du taux de change effectif réel de 0,2%, conjugué à une baisse du taux d'intérêt réel sur le marché interbancaire à une semaine de 0,68 point de pourcentage.

Le repli du taux d'intérêt réel reflète une baisse de 0,88 point de pourcentage du taux d'intérêt nominal pondéré sur le marché interbancaire à une semaine qui s'est situé à 3,43% au cours du trimestre sous revue contre 4,31% à la même période de l'année précédente.

III. PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

3.1. Perspectives économiques mondiales

La reprise de l'activité économique mondiale devrait être timide en 2013. Selon les estimations du FMI, du mois d'avril 2013, le taux de croissance de l'activité mondiale se situerait à 3,3% en 2013 contre 3,2% en 2012. Dans la Zone euro, le produit intérieur brut réel se replierait de 0,3% en 2013 après une baisse de 0,6% en 2012. En revanche, une accélération de l'activité est attendue dans les pays émergents et ceux en développement, en rapport notamment avec le dynamisme des exportations. Il est attendu une reprise progressive de l'activité économique à partir du second semestre 2013 et le PIB mondial devrait croître de 4,1% en 2014. Dans la Zone euro, l'activité progresserait de 1,1% en 2014.

Les cours moyens du pétrole brut (WTI) se sont établis à 94,9 dollars en moyenne au premier trimestre 2013. Les prévisions d'inflation reposent sur un cours du pétrole brut (WTI)³ de 98 dollars en 2013 et de 95 dollars en 2014.

Compte tenu des facteurs de risques (incertitudes liées à l'évolution de l'activité économique mondiale, persistance des risques géopolitiques, phénomènes climatiques, etc.), un scénario pessimiste correspondant à un cours moyen du baril de pétrole (WTI) de 102 dollars en 2013 et de 105 dollars en 2014 et un scénario optimiste tablant sur un cours moyen du baril de pétrole de 92 dollars en 2013 et 85 dollars en 2014, ont été retenus.

	2012	2013			2014		
		Optimiste	Central	Pessimiste	Optimiste	Central	Pessimiste
Baril du pétrole (WTI, en dollar)	95	92	98	102	85	95	105
Taux de change euro/dollar	1,29	1,28			1,27		
Inflation Zone euro (%)	2,5	1,6			1,3		
Cours des produits alimentaires (%)	-1,9	-5,0	5,0	10,0	-5,0	5,0	10,0
Production céréalière de l'Union (%)	21,8	10,0	5,0	-5,0	10,0	5,0	-5,0

Sources : EUROSTAT, BCEAO.

3 Sur la base des marchés à terme.

Les cours mondiaux des produits alimentaires sont ressortis en hausse de 6,7% en moyenne au premier trimestre 2013. Selon la FAO, la production mondiale de céréales de la campagne 2012/2013 a baissé de 2,8%. Les prévisions tablent sur une hausse des cours de 5,0% en 2013 et en 2014 dans le scénario central. Le scénario pessimiste prévoit en revanche une progression des cours mondiaux des produits alimentaires de 10% en 2013 et 2014, tandis que le scénario optimiste suppose une baisse de 5,0% des cours en 2013 et 2014.

L'euro s'est échangé contre 1,30 dollar en moyenne au premier trimestre 2013. Les prévisions⁴ retiennent un taux de change euro/dollar de 1,28 dollar à fin 2013 et 1,27 dollar à fin 2014 contre respectivement 1,30 dollar et 1,28 dollar dans le précédent rapport.

Dans le prolongement de la tendance observée au cours du premier trimestre 2013, l'inflation au niveau mondial devrait s'atténuer au cours des prochaines années. Dans les pays avancés, le taux d'inflation passerait de 2,0% en 2012 à 1,6% en 2013 et 2,0% en 2014. Pour les pays émergents et en développement, la hausse des prix à la consommation passerait de 5,9% en 2012 et 2013 à 5,6% en 2014. Les prévisions⁵ tablent sur une hausse du niveau général des prix en moyenne dans la Zone euro de 1,6% en 2013 et 1,3% en 2014 contre 2,5% en 2012.

La production céréalière dans l'UEMOA est ressortie en hausse de 21,8% au cours de la campagne 2012/2013. Elle est projetée en hausse de 5% pour les campagnes agricoles 2013/2014 et 2014/2015.

3.2. Perspectives économiques internes

L'accélération de l'inflation résulterait essentiellement de la hausse des prix des produits alimentaires pendant la période de soudure. Compte tenu des résultats satisfaisants de la dernière campagne, la hausse saisonnière des prix sera moins importante par rapport à l'année passée. En outre, des mesures ont été prises dans certains pays tels que la Côte d'Ivoire et le Sénégal pour contenir la hausse des prix du gaz et celle des prix des produits pétroliers.

Dans un contexte de baisse des taux d'intérêt, imprimée par la diminution des taux directeurs de la BCEAO, les tensions sur le marché devrait baisser et les crédits à l'économie pourraient s'inscrire en hausse au cours du trimestre suivant. La hausse de la production industrielle devrait se poursuivre et rester favorable à une modération de l'inflation intérieure, si la demande intérieure progresse à un rythme régulier.

Ainsi, au plan intérieur, les risques haussiers pesant sur l'évolution de l'inflation au cours des prochains mois seraient liés notamment à la situation pluviométrique de la campagne agricole 2013/2014. En effet, des précipitations insuffisantes avec comme corollaire une perspective de baisse de la production vivrière domestique sont susceptibles d'induire des tensions sur les prix des denrées alimentaires.

4 Prévision de la Banque Centrale Européenne.

5 Prévisions de la BCE de mars 2013.

3.3. Perspectives d'inflation

Le taux d'inflation en glissement annuel passerait de 2,3% à fin mars 2013 à 2,5% en avril et mai 2013 et à 2,8% à fin juin 2013. En moyenne sur le deuxième trimestre 2013, la progression des prix serait de 2,6% contre 2,3% au trimestre précédent.

A l'horizon de huit trimestres, le taux d'inflation est projeté à 2,5% en glissement annuel, en phase avec l'objectif de stabilité des prix dans l'Union. Une progression durable des cours des produits alimentaires importés, notamment une accentuation de la dynamique haussière actuelle des cours du blé pourrait alimenter les tensions inflationnistes dans l'UEMOA.

En revanche, une baisse des cours du pétrole brut et un accroissement substantiel de la production céréalière au cours de la campagne 2013/2014, induiraient une décélération de l'inflation dans l'Union.

Le taux d'inflation en moyenne en 2013 dans l'UEMOA est projeté à 2,3% contre une prévision de 2,5% dans le précédent rapport. Cette révision à la baisse des perspectives d'inflation dans l'Union est justifiée essentiellement par la détente des prix observée au Mali au premier trimestre 2013, en rapport avec l'amélioration progressive de la situation socio-politique dans ce pays. Le taux d'inflation au Mali est projeté à 0,7% en 2013, contre une prévision initiale de 3,1%.

Tableau 11 : Perspectives d'inflation dans l'UEMOA (en pourcentage)													
		Glissement annuel (*)										Moyenne	
		2013				2014				2013	2014	Huit trimestres	
		1r T	2e T	3e T	4e T	1r T	2e T	3e T	4e T	1r T			
Taux d'inflation (*)	Scénario optimiste	-	2,2	1,6	0,9	1,3	1,8	1,7	1,5	1,8	1,7	1,6	1,6
	Scénario central	2,3	2,6	2,5	1,6	2,3	2,7	2,5	2,3	2,5	2,3	2,5	2,4
	Scénario pessimiste	-	2,9	3,0	2,5	3,2	3,3	3,1	2,9	3,0	2,7	3,1	3,0

Source : BCEAO.

(*) : Glissement annuel de la moyenne des indices du trimestre.



ANNEXE : Tableaux statistiques

Tableau 1 : Evolution de l'inflation en glissement annuel dans les pays de l'UEMOA

Tableau 2 : Contributions des fonctions de l'IHPC à l'inflation en glissement annuel

Tableau 3 : Différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires

Tableau 4 : Evolution des cours mondiaux des produits alimentaires

Tableau 5 : Evolution des prix des produits pétroliers dans les pays de l'UEMOA

Tableau 6 : Prix internationaux du baril de pétrole (WTI), Brent et Dubaï et des cours de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis

Tableau 7 : Variations en glissement annuel des cours de pétrole brut et de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis

Tableau 8 : Evolution des indices IPI et ICA dans les pays de l'UEMOA

Tableau 9 : Agrégats de Finances Publiques et indicateurs de convergence budgétaire

Tableau 10 : Evolution de la masse monétaire et de ses contreparties dans l'UMOA

Tableau 11 : Evolution des crédits et des dépôts bancaires

Tableau 12 : Evolution du commerce extérieur de l'UEMOA

Tableau 1 : Evolution de l'inflation en glissement annuel dans les pays de l'UEMOA (scénario central)

(en pourcentage)

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Réalisations									
Mars 2012	7,4	4,6	0,6	2,2	6,6	0,1	2,7	2,1	2,5
Avril 2012	6,4	5,1	-3,9	1,9	7,2	0,9	2,1	2,0	0,6
Mai 2012	7,1	5,8	-1,2	1,7	8,2	2,4	0,6	3,3	1,8
Juin 2012	6,7	5,4	1,0	1,9	6,5	-0,1	0,2	2,0	2,1
Juillet 2012	6,0	4,7	1,7	1,6	5,1	0,6	0,3	2,5	2,3
Août 2012	5,7	4,5	1,9	2,6	5,1	-0,2	1,1	2,5	2,4
Septembre 2012	7,4	4,0	2,2	1,4	4,7	0,9	1,3	2,7	2,7
Octobre 2012	7,2	4,4	3,0	2,3	4,3	0,9	1,9	3,9	3,3
Novembre 2012	7,9	4,2	3,0	2,3	3,8	0,2	2,0	3,6	3,2
Décembre 2012	6,8	1,7	3,4	1,7	2,4	0,7	1,1	2,9	2,8
janvier-13	1,6	2,4	3,4	1,6	0,3	0,9	0,7	3,4	2,3
février-13	3,5	2,5	3,6	1,7	-0,2	1,9	0,3	3,1	2,4
mars-13	2,6	2,5	3,6	2,1	-0,6	1,9	-0,2	3,5	2,3
avril-13	3,3	2,4	4,1	1,6	-1,0	1,4	0,2	3,7	2,5
mai-13	2,6	2,4	4,0	1,3	-1,1	0,7	1,2	3,5	2,5
juin-13	2,8	2,9	3,8	1,5	0,3	2,1	1,4	4,1	2,8
Moyenne									
2008 (réalisations)	7,9	10,7	6,3	10,4	9,2	11,3	5,8	8,7	7,4
2009 (réalisations)	0,4	0,9	0,5	-2,8	2,4	0,5	-2,2	3,7	0,4
2010 (réalisations)	2,1	-0,6	1,7	2,2	1,2	0,9	1,2	1,5	1,4
2011 (réalisations)	2,7	2,8	4,9	5,1	3,0	2,9	3,4	3,6	3,9
2012 (réalisations)	6,7	3,8	1,3	2,1	5,3	0,5	1,4	2,6	2,4
2013 (projections)	2,4	2,0	2,9	2,6	0,7	1,5	1,3	3,0	2,3

Sources : INS, BCEAO.

Tableau 2 : Contributions des fonctions de l'IHPC à l'inflation en glissement annuel à fin mars 2013

(en points de pourcentage)

Fonctions	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	1,7	1,5	1,1	1,8	-1,7	2,6	-0,2	1,6	0,9
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,1	0,0	0,7	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,2	0,3
Logement	0,1	0,0	0,3	0,0	0,3	-0,4	-0,2	0,4	0,1
Ameublement	0,1	0,0	0,1	0,0	-0,1	0,1	-0,1	0,0	0,0
Santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,0
Transport	0,3	0,8	0,3	0,2	0,5	-0,3	0,0	0,0	0,3
Communication	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	-0,4	-0,1	0,0	0,0
Loisirs et culture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,1	0,8	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,3
Restaurants et Hôtels	0,2	0,1	0,2	0,0	0,1	0,5	0,4	1,0	0,3
Autres biens	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	-0,1	0,0	0,3	0,1
Ensemble	2,6	2,5	3,6	2,1	-0,6	1,9	-0,2	3,5	2,3

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

Tableau 3 : Différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires

	Niveau de l'inflation en glissement annuel (en %)					Différentiel d'inflation en point de % (+) = défavorable et (-) = favorable			
	Ghana	Nigeria	Zone euro	USA	UEMOA	(UEMOA)-(Zone euro)	(UEMOA)-(USA)	(UEMOA)-(Nigeria)	(UEMOA)-(Ghana)
déc.-11	8,6	10,3	2,7	3,0	2,5	-0,2	-0,5	-7,8	-6,1
janv.-12	8,7	12,6	2,7	2,9	2,3	-0,4	-0,6	-10,3	-6,4
févr.-12	8,6	11,9	2,7	2,9	2,8	0,1	-0,1	-9,1	-5,8
mars-12	8,8	12,1	2,7	2,7	2,5	-0,2	-0,2	-9,6	-6,3
avr.-12	9,1	12,9	2,6	2,3	0,6	-2,0	-1,7	-12,3	-8,5
mai-12	9,3	12,7	2,4	1,7	1,8	-0,6	0,1	-10,9	-7,5
juin-12	9,4	12,9	2,4	1,7	2,1	-0,3	0,4	-10,8	-7,3
juil.-12	9,5	12,8	2,4	1,4	2,3	-0,1	0,9	-10,5	-7,2
août-12	9,5	11,7	2,6	1,7	2,4	-0,2	0,7	-9,3	-7,1
sept.-12	9,4	11,3	2,6	2,0	2,9	0,3	0,9	-8,4	-6,5
oct.-12	9,2	11,7	2,5	2,2	3,3	0,8	1,2	-8,4	-5,9
nov.-12	9,3	12,3	2,2	1,8	3,3	1,1	1,5	-9,0	-6,0
déc.-12	8,8	12,0	2,2	1,7	2,8	0,6	1,1	-9,2	-6,0
janv.-13	8,8	9,0	2,0	1,6	2,3	0,3	0,7	-6,7	-6,5
févr.-13	10,0	9,5	1,8	2,0	2,4	0,6	0,4	-7,1	-7,6
mars-13	10,4	11,3	1,7	1,5	2,3	0,6	0,8	-9,0	-8,1

Sources : Instituts de Statistique, Banques Centrales.

Tableau 4 : Evolution des cours mondiaux des produits alimentaires

(glissement annuel en %)

	Produits alimentaires	Blé	Arachide	Maïs	Riz	Lait	Sucre
janvier-12	-10,6	-15,8	18,5	2,8	2,4	-15,6	-10,9
février-12	-10,6	-20,2	17,8	-4,8	2,8	-11,1	-13,3
mars-12	-6,0	-11,2	13,0	-3,5	13,4	2,8	-5,9
avril-12	-8,5	-21,2	32,0	-12,9	17,1	13,5	-6,8
mai-12	-9,3	-25,6	-2,4	-12,7	22,4	18,3	-7,4
juin-12	-7,1	-15,6	-0,6	-14,1	17,0	18,5	-13,9
juillet-12	2,2	12,7	6,5	9,1	5,9	41,9	-17,9
août-12	1,9	5,7	-1,4	5,5	1,0	48,7	-21,1
septembre-12	3,6	12,6	-1,0	6,7	-4,1	46,5	-21,1
octobre-12	7,8	23,9	9,2	17,1	-2,9	49,6	-21,4
novembre-12	7,7	28,5	7,1	17,3	-3,0	49,1	-22,9
décembre-12	10,4	29,3	14,3	19,5	-2,6	52,7	-20,2
janvier-13	10,0	22,0	16,3	11,2	6,0	31,4	-20,2
février-13	6,9	14,8	11,6	8,2	4,9	28,7	-21,4
mars-13	3,4	9,2	30,5	10,3	-2,0	15,5	-22,3

Source : Fonds Monétaire International.

Tableau 6 : Prix internationaux du baril de pétrole (moyenne WTI, BRENT, DUBAI)

	Cours du pétrole en dollars		Cours du dollar en FCFA		Cours du pétrole en FCFA		Cours de l'euro en dollar	
	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %
2011								
janvier	92,66	2,9	491,0	-1,0	45 495,9	1,9	1,336	1,1
février	95,95	3,5	480,6	-2,1	46 110,4	1,4	1,365	2,2
mars	107,18	11,7	468,6	-2,5	50 219,9	8,9	1,400	2,6
avril	114,53	6,9	453,8	-3,2	51 972,7	3,5	1,446	3,3
mai	105,76	-7,7	457,2	0,7	48 348,3	-7,0	1,435	-0,7
juin	102,19	-3,4	455,9	-0,3	46 585,7	-3,6	1,439	0,3
juillet	103,75	1,5	459,9	0,9	47 712,0	2,4	1,426	-0,9
août	94,08	-9,3	457,4	-0,5	43 033,6	-9,8	1,434	0,5
septembre	93,75	-0,4	475,6	4,0	44 588,7	3,6	1,379	-3,8
oct.	93,42	-0,4	478,6	0,6	44 707,1	0,3	1,371	-0,6
nov.	101,29	8,4	484,0	1,1	49 024,4	9,7	1,356	-1,1
déc.	106,80	5,4	499,8	3,3	53 369,0	8,9	1,313	-3,2
Moyenne Janvier-déc.	100,95	27,7	471,9	-4,7	47 597,3	21,7	1,392	4,9
2012								
janvier	103,91	2,4	508,3	2,0	52 819,1	4,5	1,291	-2,0
février	107,87	3,8	496,3	-2,4	53 531,0	1,3	1,322	2,4
mars	112,24	4,1	496,9	0,1	55 776,7	4,2	1,320	-0,1
avril	109,16	-2,7	498,7	0,3	54 432,0	-2,4	1,316	-0,3
mai	99,71	-8,7	512,3	2,7	51 085,0	-6,1	1,281	-2,6
juin	86,98	-12,8	523,7	2,2	45 551,1	-10,8	1,253	-2,2
juillet	92,74	6,6	533,9	1,9	49 508,9	8,7	1,229	-1,9
août	100,05	7,9	529,0	-0,9	52 931,1	6,9	1,240	0,9
septembre	100,70	0,7	510,3	-3,5	51 391,7	-2,9	1,286	3,7
octobre	96,64	-4,0	505,6	-0,9	48 860,6	-4,9	1,297	0,9
novembre	94,23	-2,5	511,6	1,2	48 206,4	-1,3	1,282	-1,2
décembre	95,08	0,9	499,7	-2,3	47 507,5	-1,4	1,313	2,4
Moyenne Janvier-déc.	99,94	-1,0	510,5	8,2	50 966,8	7,1	1,286	-7,6
2013								
janvier	100,41	5,6	493,9	-1,2	49 591,0	4,4	1,328	1,2
février	102,13	1,7	491,1	-0,6	50 154,2	1,1	1,336	0,6
mars	98,58	-3,5	506,3	3,1	49 912,9	-0,5	1,296	-3,0

Sources : BCEAO, Reuters.

Tableau 7 : Variations en glissement annuel des cours du pétrole brut et de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis

(en pourcentage)

	Cours du pétrole en dollars	Cours du pétrole en FCFA	Cours de l'euro en dollar
2011			
janvier	15,7	23,6	-6,4
février	20,7	21,0	-0,3
mars	27,2	23,3	3,2
avril	28,8	19,5	7,8
mai	32,6	16,1	14,2
juin	26,7	7,5	17,9
juillet	27,5	13,9	11,9
août	12,2	0,9	11,2
septembre	11,8	6,1	5,4
octobre	4,6	6,1	-1,4
novembre	14,4	15,6	-0,8
décembre	13,7	14,5	-0,7
Moyenne 2011	19,7	14,0	5,2
2012			
janvier	10,4	14,3	-3,4
février	11,1	14,7	-3,1
mars	2,7	8,9	-5,7
avril	-6,2	3,1	-9,0
mai	-6,5	4,8	-10,7
juin	-14,6	-1,9	-12,9
juillet	-9,6	4,9	-13,9
août	9,0	26,1	-13,5
septembre	10,7	18,6	-6,6
octobre	4,0	9,8	-5,3
novembre	-10,1	-5,2	-5,4
décembre	-10,1	-9,8	-0,3
Moyenne 2012	-0,8	7,4	-7,5
2013			
janvier	10,4	14,3	-3,4
février	11,1	14,7	-3,1
mars	2,7	8,9	-5,7
Moyenne janvier - mars	8,0	12,6	-4,1

Tableau 8 : Evolution des indices IPI et ICA de janvier 2010 à mars 2013 (à niveau)

	Bénin		Burkina		Côte d'Ivoire		Guinée-Bissau	
	IPI	ICA	IPI	ICA	IPI	ICA	IPI	ICA
janv.-10	160,4	91,6	243,4	114,7	104,3	132,9	96,7	153,3
févr.-10	109,8	110,0	220,0	123,1	91,4	127,9	106,6	158,6
mars-10	120,0	105,8	200,5	122,5	104,2	137,4	111,6	206,0
avr.-10	122,7	120,0	109,9	147,9	101,6	141,2	97,8	192,1
mai-10	129,5	98,5	97,2	136,9	103,9	139,8	99,8	213,8
juin-10	122,0	104,3	94,8	157,1	100,9	141,2	99,1	164,8
juil.-10	116,2	111,2	90,0	140,5	98,2	142,3	86,9	148,1
août-10	130,6	90,2	82,1	140,2	100,1	133,8	89,8	186,9
sept.-10	129,8	96,7	78,9	142,9	99,2	143,5	87,3	184,6
oct.-10	109,2	100,8	81,5	164,2	102,4	148,3	97,0	187,6
nov.-10	112,0	99,5	86,5	235,0	99,3	142,2	93,8	194,1
déc.-10	107,3	99,4	217,7	279,7	95,6	133,0	94,9	252,2
janv.-11	128,2	98,1	220,7	255,1	98,3	127,1	101,4	206,2
févr.-11	174,7	95,0	226,5	171,2	92,4	117,8	109,4	203,1
mars-11	177,5	96,1	200,7	197,4	92,0	110,1	116,0	276,3
avr.-11	170,5	107,2	128,2	192,0	93,5	104,6	111,1	301,6
mai-11	162,2	91,5	110,0	172,1	94,7	121,1	125,8	275,9
juin-11	129,5	78,9	99,8	215,4	108,1	129,7	101,3	274,3
juil.-11	115,6	83,0	94,4	207,4	116,1	135,1	103,2	267,9
août-11	119,7	91,8	90,3	199,3	104,6	143,6	117,3	257,5
sept.-11	104,7	74,7	93,3	226,6	97,5	143,7	117,2	244,7
oct.-11	128,2	102,8	87,4	254,2	103,0	148,3	123,9	301,2
nov.-11	116,4	93,0	95,6	226,0	107,1	152,9	126,3	286,9
déc.-11	127,0	117,9	116,9	292,9	96,7	173,6	132,1	348,0
janv.-12	137,0	129,5	266,9	267,9	103,1	163,0	122,9	328,4
févr.-12	165,4	111,5	212,1	218,8	100,4	164,9	121,6	330,1
mars-12	171,6	120,6	177,2	203,9	100,8	169,7	97,7	409,2
avr.-12	178,4	126,8	133,1	214,2	102,0	165,3	98,5	344,0
mai-12	169,8	121,0	136,3	248,2	101,3	171,2	103,3	445,5
juin-12	179,6	114,7	129,1	256,6	101,5	173,4	105,0	435,3
juil.-12	165,8	126,8	117,7	292,3	112,9	174,4	112,8	408,8
août-12	172,2	122,8	110,6	314,5	109,5	170,5	119,7	386,4
sept.-12	167,6	91,0	116,7	309,5	114,1	169,2	96,1	358,4
oct.-12	149,4	73,9	111,2	262,7	119,6	171,0	114,6	346,2
nov.-12	125,0	131,3	129,0	284,3	121,5	173,5	114,4	431,7
déc.-12	133,1	155,2	148,3	295,6	125,0	203,9	141,8	401,7
janv.-13	146,8	127,1	319,0	284,3	117,8	196,9	152,4	408,7
févr.-13	153,3	114,7	288,8	295,2	114,7	178,0	167,6	400,9
mars-13	159,1	114,7	241,4	295,2	115,2	178,0	134,7	400,9

Source : BCEAO.

Tableau 8 : Tableau 8 (bis) : Evolution des indices IPI et ICA de janvier 2010 à mars 2013 (à niveau)

	Mali		Niger		Sénégal		Togo		UEMOA	
	IPI	ICA	IPI	ICA	IPI	ICA	IPI	ICA	IPI	ICA
janv.-10	206,6	154,1	192,5	173,0	97,8	156,7	92,4	109,3	128,9	134,5
févr.-10	247,8	143,2	175,0	184,7	81,9	150,0	115,4	115,8	119,0	132,7
mars-10	160,3	163,7	140,5	201,6	111,7	159,0	100,7	109,4	120,1	140,6
avr.-10	107,9	172,5	170,3	209,2	95,0	171,1	96,1	127,7	105,0	149,2
mai-10	125,4	191,4	185,6	218,6	107,3	165,4	77,0	127,5	108,8	148,5
juin-10	97,5	209,0	166,7	209,8	97,1	171,1	94,5	120,6	102,6	151,5
juil.-10	87,1	187,4	146,9	227,2	100,1	191,9	100,7	141,1	99,7	155,7
août-10	85,8	190,9	185,8	213,0	91,9	180,9	96,1	157,7	100,5	150,3
sept.-10	94,9	184,0	177,1	217,5	77,2	169,4	121,9	157,7	99,0	153,7
oct.-10	87,1	187,9	194,0	217,3	103,4	169,3	121,6	124,2	104,1	153,5
nov.-10	99,0	199,8	170,3	210,5	92,0	178,4	115,6	133,0	101,0	155,8
déc.-10	144,4	231,2	277,3	248,7	110,7	207,8	119,3	141,6	120,6	162,6
janv.-11	200,3	226,9	168,1	246,3	105,0	175,3	103,6	131,7	122,5	152,7
févr.-11	157,5	215,3	151,1	268,9	89,8	192,4	104,2	135,1	115,4	147,7
mars-11	174,2	264,9	104,8	257,3	124,3	207,5	113,4	143,1	119,1	152,0
avr.-11	140,2	233,9	165,4	216,1	111,5	199,5	121,9	140,9	111,2	143,2
mai-11	115,5	265,7	174,6	240,4	114,9	206,6	128,8	141,7	109,0	155,5
juin-11	119,5	258,6	209,5	251,0	101,1	201,5	115,6	148,5	112,4	160,4
juil.-11	101,3	261,0	174,0	258,0	111,9	185,1	103,5	156,2	113,8	162,5
août-11	109,1	257,7	183,5	240,2	101,9	191,2	120,1	149,3	107,7	165,8
sept.-11	91,2	266,7	175,0	221,6	90,6	195,4	133,9	127,0	100,3	163,7
oct.-11	95,8	281,9	191,6	228,9	106,1	193,6	124,7	142,4	107,1	172,0
nov.-11	120,1	256,7	178,6	228,1	93,1	190,9	127,0	145,8	109,0	170,4
déc.-11	189,8	263,0	161,7	290,0	106,1	210,2	130,6	137,6	113,4	189,9
janv.-12	147,6	242,0	164,1	260,6	101,9	204,8	119,5	139,2	124,9	180,2
févr.-12	161,5	282,9	186,6	267,9	102,9	181,6	125,9	130,4	122,8	178,9
mars-12	172,9	310,1	172,0	260,5	124,9	212,4	131,7	129,3	124,9	187,8
avr.-12	144,7	239,6	181,3	230,0	108,7	178,5	138,4	135,8	117,8	173,8
mai-12	101,1	263,7	198,9	260,2	100,2	209,5	130,2	146,8	112,3	186,9
juin-12	105,5	275,8	187,7	295,3	111,2	201,3	105,3	145,1	113,0	189,6
juil.-12	93,8	253,9	137,0	229,9	106,0	189,1	119,5	138,7	114,3	184,1
août-12	103,2	255,4	192,9	274,1	99,8	193,1	142,8	139,4	115,2	185,6
sept.-12	95,8	252,1	180,0	261,1	82,4	177,6	135,1	135,2	110,6	179,4
oct.-12	113,9	263,4	202,8	264,7	95,0	195,5	131,8	135,5	114,5	181,6
nov.-12	174,8	289,4	140,4	290,3	93,7	192,2	126,2	135,9	113,2	190,4
déc.-12	209,3	282,4	142,0	296,8	109,6	218,4	127,4	136,1	117,8	210,8
janv.-13	184,6	263,0	116,1	185,2	95,4	210,4	133,3	143,7	127,5	197,4
févr.-13	172,7	277,1	136,6	205,2	102,3	185,4	115,9	145,3	124,8	186,7
mars-13	184,9	277,1	125,9	205,2	124,2	185,4	121,3	145,3	128,0	196,7

Source : BCEAO.

Tableau 10 : Evolution de la masse monétaire dans l'UMOA et de ses contreparties

	Stock					Variation trimestrielle (%)				Glissement annuel (%)		
	décembre 11	juin 12	septembre 12	décembre 12	février 13	2 ^e T 2012	3 ^e T 2012	4 ^e T 2012	1 ^{er} T 2013	2 ^e T 2012	3 ^e T 2012	4 ^e T 2012
Masse monétaire	13 663 891,8	13 904 405,0	13 915 660,2	14 995 657,4	14 878 294,3	1,8	0,1	7,8	-0,8	9,6	8,2	9,7
Disponibilité monétaire	9 117 565,8	9 135 917,0	9 001 565,2	9 881 998,4	9 680 896,3	0,2	-1,5	9,8	-2,0	9,9	7,0	8,3
Circulation fiduciaire	3 675 768,5	3 593 206,4	3 468 387,8	3 893 066,4	3 792 121,6	-2,2	-3,5	12,2	-2,6	5,8	7,3	5,9
Dépôts en CCP	32 420,9	33 664,5	35 046,8	32 191,1	29 109,7	3,8	4,1	-8,1	-9,6	75,8	-0,5	-0,7
Dépôt en CNE	79 362,9	79 413,7	76 490,3	78 486,8	78 486,8	0,1	-3,7	2,6	0,0	4,3	-3,7	-1,1
Dépôts à vue en banque	5 330 013,5	5 429 632,4	5 421 640,3	5 878 254,1	5 781 178,2	1,9	-0,1	8,4	-1,7	12,5	7,0	10,2
SODE-EPIC	718 685,8	788 487,3	760 567,2	856 133,7	793 487,7	9,7	-3,5	12,6	-7,3	24,6	5,2	19,1
Particuliers et entreprises privées	4 611 327,7	4 641 145,1	4 661 073,1	5 022 120,4	4 987 690,5	0,6	0,4	7,7	-0,7	10,7	7,3	8,8
Dépôts à terme en banque	4 546 326,0	4 768 488,0	4 914 095,0	5 113 659,0	5 197 398,0	4,9	3,1	4,1	1,6	9,2	10,5	12,5
SODE-EPIC	321 389,0	371 690,0	419 026,0	420 675,0	429 765,0	15,7	12,7	0,4	2,2	13,7	28,1	30,9
Particuliers et entreprises privées	4 224 937,0	4 396 798,0	4 495 069,0	4 692 984,0	4 767 633,0	4,1	2,2	4,4	1,6	8,8	9,1	11,1
Autres postes nets	2 300 571,1	2 251 916,4	2 371 214,4	2 258 325,7	2 452 697,5	-2,1	5,3	-4,8	8,6	5,3	0,1	-2,4
Passif	15 964 462,9	16 156 321,4	16 286 874,6	17 253 983,1	17 330 991,8	1,2	0,8	5,9	0,4	9,0	6,9	7,9
CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE												
	Stock					Variation trimestrielle (%)				Glissement annuel (%)		
	décembre 11	juin 12	septembre 12	décembre 12	février 13	2 ^e T 2012	3 ^e T 2012	4 ^e T 2012	1 ^{er} T 2013	2 ^e T 2012	3 ^e T 2012	4 ^e T 2012
Avoirs Extérieurs Nets	5 820 411,6	5 323 343,7	5 209 666,0	5 578 336,9	5 577 017,0	-8,5	-2,1	7,1	0,0	-7,3	-11,5	-4,5
Banque Centrale	5 903 943,6	5 449 139,7	5 289 455,0	5 527 565,0	5 475 549,9	-7,7	-2,9	4,5	-0,9	-5,4	-11,1	-6,4
Banques	-83 532,0	-125 796,0	-79 789,0	50 771,9	101 467,1	50,6	-36,6	-163,6	99,8	643,1	37,0	-178,7
Crédit intérieur	10 144 051,3	10 832 977,7	11 077 208,6	11 675 646,2	11 753 974,8	6,8	2,3	5,4	0,7	19,3	18,6	15,1
Position Nette du Gouvernement	2 330 352,2	2 674 932,4	2 738 539,8	2 855 752,1	3 110 262,8	14,8	2,4	4,3	8,9	35,1	25,0	22,5
Crédit à l'économie	7 813 699,1	8 158 045,3	8 338 668,8	8 819 894,1	8 643 712,0	4,4	2,2	5,8	-2,0	14,9	16,6	12,9
Court terme	4 664 625,1	4 832 170,3	4 872 458,8	5 198 164,1	4 969 260,0	3,6	0,8	6,7	-4,4	13,9	16,2	11,4
dont crédit de campagne	164 638,0	164 331,0	158 529,0	228 322,0	292 913,0	-0,2	-3,5	44,0	28,3	-11,1	71,4	38,7
Moyen et long termes	3 149 074,0	3 325 875,0	3 466 210,0	3 621 730,0	3 674 452,0	5,6	4,2	4,5	1,5	16,4	17,3	15,0
Actif	15 964 462,9	16 156 321,4	16 286 874,6	17 253 983,1	17 330 991,8	1,2	0,8	5,9	0,4	9,0	6,9	7,9

Source : BCEAO

Tableau 11 : Evolution des crédits et des dépôts bancaires

	1 T2012	2 T2012	3 T2012	4 T2012	1 T2013	Variation trimestrielle (1T2013/4 T2012)	
						Absolue	Relative (%)
Crédits bancaires mis en place							
- Volume (en milliards de FCFA)	540,1	594,1	639,4	646,6	541,0	-105,7	-16,3
Court terme	397,6	441,8	468,3	433,7	376,1	-57,5	-13,3
Moyen et long terme	142,5	152,3	171,1	213,0	164,8	-48,1	-22,6
Secteur public	42,3	36,1	36,5	43,0	52,8	9,8	22,8
Secteur privé	497,9	558,0	602,9	603,6	488,2	-115,5	-19,1
(A)- Taux d'intérêt moyen (%)	8,0	7,7	7,9	8,3	8,2	-0,2	-1,9
(Hors personnel de banque)	8,0	7,8	7,9	8,3	8,2	-0,1	-1,6
Court terme	7,9	7,8	7,6	7,7	7,8	0,1	0,7
Moyen et long terme	9,8	9,7	9,8	10,0	10,0	0,1	0,6
Secteur public	7,6	7,9	6,5	7,4	7,6	0,2	3,0
Secteur privé	8,5	8,4	8,3	8,4	8,4	0,1	0,7
- Durée moyenne des crédits (mois)	19,4	19,7	21,7	25,4	22,0	-3,4	-13,5
Nouveaux dépôts bancaires							
- Volume (en milliards de FCFA)	561,5	507,3	526,7	601,5	455,5	-146,0	-24,3
Court terme	458,8	411,9	390,9	438,5	336,6	-101,9	-23,2
Moyen et long terme	102,7	95,4	135,8	163,0	118,9	-44,1	-27,1
Secteur public	103,4	76,3	109,2	109,4	94,3	-15,1	-13,8
Secteur privé	458,1	431,0	417,5	492,1	361,2	-130,9	-26,6
(B)- Taux d'intérêt moyen (%)	5,0	4,9	5,1	5,1	5,2	0,1	1,4
Court terme	4,9	4,8	4,9	5,0	5,1	0,1	1,2
Moyen et long terme	5,8	5,5	5,8	5,4	5,6	0,1	2,0
Secteur public	5,1	4,9	5,4	5,3	5,1	-0,2	-4,6
Secteur privé	5,0	4,8	5,0	5,0	5,2	0,1	2,9
- Durée moyenne des dépôts (mois)	13,7	14,3	17,6	16,6	17,3	0,6	3,7
(A)-(B) Marge moyenne d'intérêt (%)	3,0	2,8	2,8	3,2	3,0	-0,2	-7,2

Tableau 12 : Commerce extérieur de l'UEMOA

Exportations

EXPORTATIONS	Premier trimestre 2012		Quatrième trimestre 2012*		Premier trimestre 2013**		Variation Trimestrielle (%)		Variation Annuelle(%)	
	Volume (Tonnes)	Valeur (mds de FCFA)	Volume (Tonnes)	Valeur (mds de FCFA)	Volume (Tonnes)	Valeur (mds de FCFA)	Volume	Valeur	Volume	Valeur
Produits du cacao	395 661,3	399,1	364 756,5	376,7	378 432,0	345,4	3,7	-8,3	-4,4	-13,5
Produits du café	35 744,7	32,3	34 415,1	29,1	32 703,9	29,9	-5,0	3,0	-8,5	-7,3
Produits du coton	289 011,8	275,4	271 709,3	248,4	303 112,8	284,2	11,6	14,4	4,9	3,2
Produits de l'anarcade	31 715,7	11,3	33 507,7	10,8	29 769,8	10,1	-11,2	-6,9	-6,1	-10,9
Or et métaux précieux	28,8	579,8	28,5	598,4	31,0	634,2	8,7	6,0	7,5	9,4
Uranium	950,7	69,4	1 463,6	106,8	1 139,8	83,2	-22,1	-22,1	19,9	19,9
Produits pétroliers	1 007 753,8	494,8	1 004 405,0	485,5	960 988,1	489,3	-4,3	0,8	-4,6	-1,1
Caoutchouc	63 672,2	103,8	61 866,2	98,1	61 123,6	93,8	-1,2	-4,4	-4,0	-9,6
Produits divers	4 754 333,3	1 171,9	4 654 817,2	1 277,8	5 269 371,9	1 343,4	13,2	5,1	10,8	14,6
TOTAL	6 578 872,3	3 137,8	6 426 969,1	3 231,7	7 036 672,8	3 313,4	9,5	2,5	7,0	5,6

(*) Estimation des données de la Côte d'Ivoire et du Togo

(**) Estimation des données de tous les pays sauf le Bénin et la Guinée-Bissau

Sources : BCEAO, INS, DOUANE

Importations

IMPORTATIONS	Premier trimestre 2012		Quatrième trimestre 2012*		Premier trimestre 2013**		Variation Trimestrielle (%)		Variation Annuelle(%)	
	Volume (Tonnes)	Valeur (mds de FCFA)	Volume (Tonnes)	Valeur (mds de FCFA)	Volume (Tonnes)	Valeur (mds de FCFA)	Volume	Valeur	Volume	Valeur
Produits alimentaires	3 383 001,6	1 249,2	3 633 280,8	1 354,1	3 286 449,5	1 236,0	-9,5	-8,7	-2,9	-1,1
Biens de consommation courante	391 579,4	197,9	401 983,1	205,4	410 033,6	207,5	2,0	1,0	4,7	4,8
Produits énergétiques	1 977 372,1	803,4	2 004 378,9	771,2	2 072 577,4	789,7	3,4	2,4	4,8	-1,7
Biens intermédiaires	3 839 333,7	798,1	3 886 150,0	800,7	4 071 961,9	821,9	4,8	2,6	6,1	3,0
Biens d'équipement	345 944,9	899,5	315 574,5	914,8	355 734,6	955,8	12,7	4,5	2,8	6,3
Produits divers	879 429,0	476,3	847 927,1	437,7	907 690,3	485,8	7,0	11,0	3,2	2,0
TOTAL CAF	10 816 660,7	4 424,4	11 089 294,4	4 483,7	11 104 447,2	4 496,6	0,1	0,3	2,7	1,6
TOTAL FOB (***)		3 760,7		3 811,2		3 822,1		0,3		1,6

(*) Estimation des données de la Côte d'Ivoire et du Togo

(**) Estimation des données de tous les pays sauf le Bénin et la Guinée-Bissau

(***) Les importations étant en valeur CAF, elles ont été ajustées de -15% pour en déduire le fret et l'assurance.

Ce taux de 15% correspond au niveau moyen estimé à partir des taux en valeur CAF pour obtenir le montant en valeur FOB.

Sources : BCEAO, INS, DOUANE



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int